

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 480 du 01.09

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 Le congrès de Fatah : statu quo.

1-2 Khaled Amayreh : les gouvernements israéliens ont interprété la bonne volonté des Arabes comme une acceptation tacite de l'occupation israélienne des terres palestiniennes.

1-3 Israël accusé de trafic d'organes.

1 Suède et Israël, les nerfs à vif.

2 Elisabet Borsiin Bonnier, ambassadrice de Suède en Israël, vivement critiquée dans son pays.

3 Donald Boström : Criminel de guerre jusque dans les tripes ?

4 Pierre-Yves Lambert : L'"affaire" du "vol d'organes sur des prisonniers palestiniens".

5 Donald Boström : Palestine : "On pille les organes de nos fils".

6 Helle Klein : Le scandale des vols d'organes de Palestiniens.

2 Déclaration, **courrier des lecteurs & témoignage**

2-1 Cisjordanie : lentement, obstinément, des colons construisent une nouvelle ville.

2-2 Ces Palestiniens qui ne dorment jamais.

2-3 Daoud Kuttub : Un spectacle singulier à Ramallah (1)

2-4 La haine à Jérusalem.

2-5 J'accuse.....

3 Annexe

3-1 Jean Dorna : ANALYSE: Sur la théorie du "choc des civilisations".

3-2 [Nouvelles des prisonnières palestiniennes.](#)

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Le congrès de Fatah : statu quo.

Le sixième congrès de Fatah qui s'est récemment tenu à Bethléem fut un évènement important pour l'avenir du conflit israélo-arabe et pour le mouvement palestinien. Mais une observation détaillée des résultats du vote du congrès pour l'élection de son Comité central donne une image très différente de celle esquissée dans leurs conclusions par la plupart des observateurs.

Le congrès semblait vouloir démontrer trois points distincts : le Fatah a adopté une démarche de paix avec Israël, il a adopté des procédures démocratiques, et la relève est assurée par une nouvelle génération, un groupe particulier appelé la Jeune Garde. Mais ces interprétations sont en grande partie fausses.

Pour ce qui est de la paix, le nouveau comité central est dans l'ensemble identique au précédent.

Des dix-huit membres élus (le chef de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas doit en nommer quatre autres ultérieurement), seuls deux membres sont réellement modérés (Nabil Shaath et Muhammad Shtayyeh). Quatre d'entre eux sont partisans de la ligne dure du mouvement (Muhammad al-Ghuneim, Salim al-Zanoun, Abbas Zaki, et Nasser Kidra) et la plupart des autres membres suivent la ligne traditionnelle du Fatah.

Pour ce qui est de la démocratie, et même si ce congrès représente un réel pas en avant par rapport au passé (lorsque son leader de l'époque Yasser Arafat nommait personnellement les chefs du Fatah), de réels freins persistent. Selon les uns ou les autres, Abbas a choisi entre un tiers et la moitié des délégués. La majorité du comité central, sans surprise, soutient ou est associé à Abbas. Le fait qu'un seul des dix-huit membres provienne de la bande de Gaza, contrôlée par le Hamas, mais où résident plus de la moitié des Palestiniens partisans du Fatah, fausse les résultats.

Mais il y a un aspect de cette élection, très dangereux, qui pourrait bien tout changer. Le candidat qui a obtenu le plus de voix, les deux tiers, est Abd al-Mahir Ghuneim, dont on parle de plus en plus comme successeur de Abbas. Ghuneim est un inconditionnel de la ligne dure, tout à fait opposé aux accords d'Oslo et qui ne veut pas entendre parler d'une paix négociée avec Israël. S'il devenait leader du Fatah (et par voie de conséquence de l'Autorité palestinienne et de l'OLP), aucun compromis avec Israël ne saurait être envisageable.

Qu'en est-il d'un transfert du pouvoir à une nouvelle génération ? Il viendra en son temps pour des raisons purement chronologiques - les vieux chefs vieillissent inévitablement. Cependant, alors que presque tous les anciens membres du comité n'ont pas été réélus, au moins quinze des vingt-deux membres sont de la *vieille garde* (on suppose qu'il en sera de même pour les quatre postes restant à pourvoir par Abbas). De plus, parmi les nouveaux membres élus, nombreux sont ceux qui sont en fait de vieux bureaucrates du Fatah.

Parmi les nouveaux arrivants au comité central, les plus intéressants sont trois hommes plus jeunes, bien qu'ayant déjà joué des rôles clés dans l'organisation depuis déjà une vingtaine d'années ou plus. Marwan Barghouti, chef d'une branche fondatrice du Fatah en Cisjordanie, est aujourd'hui dans une prison israélienne pour avoir fomenté la révolte sanglante débutée en 2000 et pour son implication directe dans les assassinats de nombreux civils israéliens.

Certains verront dans l'élection de Barghouti une victoire pour la nouvelle génération, mais aucun de ses partisans ne se joindra à lui. Mohamed Dahlan et Jibril Rajoub, les deux autres *jeunes*, se sont construits leurs propres bases en tant que commandants des forces de sécurité respectivement dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Mais Rajoub a bien des ennemis et Dahlan est responsable de la défaite humiliante du Fatah par le Hamas dans le combat qui s'est conclu par l'expulsion du Fatah de Gaza.

De plus, ces trois jeunes hommes sont rivaux, et non alliés. En d'autres termes, il n'y a pas de jeune garde unifiée. Donc, bien loin d'être une révolution électorale, seuls deux des membres élus, Barghouti et Muhammad Shtayyeh, qui a dirigé le PECDAR, l'Agence palestinienne qui promeut la transparence et le développement économique, peuvent être considérés comme suffisamment critiques du Fatah.

Il est vrai que cette élection n'a pas mis en place une direction désireuse de parvenir à une paix avec Israël et à un Etat palestinien obtenu par le compromis mais elle n'est pas non plus un prélude à un renouveau de la violence. Il y a plusieurs personnalités dans cette nouvelle équipe dirigeante qui ont de nombreux contacts israéliens et qui peuvent aisément et directement entrer en contact avec leurs homologues israéliens.

Il est tout aussi important de remarquer que la plupart des nouveaux leaders du Fatah n'ont aucune affinité pour le Hamas : l'éventualité d'un rapprochement est donc fort peu probable. Malgré tout, si Ghuneim prend la tête de l'Autorité palestinienne et du Fatah, ce qui pourrait être le cas dès l'année prochaine, il ne faudra pas être surpris par un arrêt des négociations avec Israël et une nouvelle salve de violences.

Une des personnalités intéressantes, bien que n'ayant aucune chance de devenir un leader éminent, est Shtayyeh. Homme d'affaire averti, il pourrait devenir un médiateur et un informateur, ce qui serait une réelle nouveauté. Mais il sera intéressant d'observer s'il aura la possibilité de s'exprimer librement ou s'il sera muselé, et il n'y aura pas grand-chose à attendre de son élection : il est arrivé bon dernier et juste devant, à un vote près, Tayib Abu Rahman, un des lieutenants d'Arafat et un dur de la vieille école.

Bien des vues sont représentées dans cette nouvelle direction palestinienne. Ce n'est ni un groupe qui fera la paix avec Israël ni un groupe qui s'alliera avec le Hamas. En d'autres termes, c'est un groupe avec lequel Israël peut travailler sur les questions de statu quo, mais pas sur des accords complets. Mais si Muhammad al-Ghuneim devient le nouveau chef, il y a fort à penser que la paix ne sera pas négociée de sitôt.

27/08

<http://www.lalibre.be/debats/opinions/article/524937/le-congres-de-fatah-statu-quo.html>

1-2 Khaled Amayreh : les gouvernements israéliens ont interprété la bonne volonté des Arabes comme une acceptation tacite de l'occupation israélienne des terres palestiniennes.

Lors de cet infâme discours, M. Netanyahu a clairement indiqué que pour autant qu'Israël soit concerné, tout éventuel État palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza devrait être étroitement et entièrement contrôlé par Israël.

Israël, a-t-il dit au milieu des acclamations du public, devra contrôler les frontières, les passages frontaliers, les ports, les aéroports, l'espace aérien, les eaux territoriales et les relations internationales d'un tel Etat qui, selon lui devrait être complètement démilitarisé.

En d'autres termes, l'Etat palestinien envisagé devrait être plus ou moins un Judenrat palestinien sous supervision et contrôle israéliens.

Malheureusement, cette insolence israélienne n'a rencontré aucune contestation, non seulement par les principaux États arabes, comme l'Égypte et l'Arabie Saoudite, mais aussi par la plus grande partie de la communauté internationale, y compris les États-Unis et l'Union européenne.

Inutile de dire que l'absence totale de contestation significative à l'arrogance flagrante de Netanyahu semble avoir convaincu le gouvernement israélien que ni les Etats arabes, ni la communauté internationale ne devraient pas être pris au sérieux et qu'une politique basée sur le bluff et les manœuvres verbales suffirait à gérer la crise, au moins pour le moment.

Il ne fait aucun doute qu'Israël n'est intéressé par une normalisation avec les pays arabes que dans la mesure où ces Etats peuvent être utilisés pour éroder les intérêts palestiniens.

Par exemple, ce n'est un secret pour personne qu'Israël a utilisé le régime égyptien au cours des dernières années comme un outil efficace et cruel afin de torturer les habitants de Gaza et parfaire le siège presque hermétique imposé à l'enclave côtière.

La même chose peut être dite des autres États arabes, comme la Jordanie et les Etats du Golfe, dont la «coopération» a été assurée par Israël et ses alliés occidentaux afin d'imposer un blocus financier rigoureux au gouvernement élu du Hamas, contribuant ainsi à l'appauvrissement et à l'avitement des 1,5 millions d'êtres humains de la bande de Gaza dont le seul «crime» est d'avoir osé élire un parti politique qu'Israël, les Etats-Unis et leurs alliés n'aimaient pas.

La scandaleuse propension des Arabes à collaborer avec ces desseins cruels contre une population de compatriotes arabes a dû donner du courage à l'Etat sioniste pour effectuer ses bombardements intenses contre sur le Liban en 2006 et Gaza en 2008/2009, dans lesquels des milliers de civils innocents ont été assassinés, mutilés et incinérés tandis que des milliers de bâtiments et habitations privées ont été entièrement détruits.

La honteuse réaction officielle des Arabes à ces crimes contre l'humanité a incité des responsables israéliens, comme Avigdor Lieberman à appeler ouvertement au lâchage d'une bombe nucléaire sur Gaza.

Lieberman n'est pas un mouton noir dans une société qui respire et qui consomme le racisme. Il disait seulement publiquement, ce que beaucoup d'Israéliens disent en privé.

Absence de réelle force de dissuasion

Dans un certain sens, les régimes arabes, en particulier les principaux États arabes, ne peuvent se décharger de toute responsabilité dans l'insolence israélienne et le rejet d'une paix digne, qui mettrait fin à l'occupation et accorderait aux Palestiniens honteusement torturés un semblant de justice et de dignité.

Pendant des décennies, ces régimes arabes ont préféré se comporter en «braves gars» en s'abstenant de constituer une véritable force de dissuasion stratégique que aurait obligé Israël à y regarder à deux fois avant d'aller trop loin dans l'intimidation des Etats Arabes musulmans, du Maroc à la Perse.

Tout cela s'est produit alors qu'Israël se construisait un gigantesque arsenal nucléaire et autres armes de destruction massive qui placent le sort de centaines de millions d'Arabes, Turcs, Iraniens et les autres musulmans à la merci des caprices israéliens.

C'est cette impuissance qui a permis à des voyous racistes comme Lieberman de menacer de bombarder le barrage d'Assouan en Haute-Égypte et de couvrir Téhéran de bombes et de menacer de raser les villes et villages palestiniens en Cisjordanie.

Ce qui est encore pire, c'est qu'en en jouissant de leur impotence et impuissance méprisables, certains régimes arabes ont eu recours sans vergogne à la logique d'apaisement, en pensant qu'en gagnant les faveurs des dirigeants sionistes fanatiques, Israël pourrait se relâcher et permettre aux Palestiniens de vivre comme des êtres humains dignes et leur accorder l'auto-détermination.

Cette politique d'apaisement ne fait qu'inciter plus de chantage et d'intimidation, et Israël n'est qu'encouragé à exiger de plus en plus et encore plus de conditions.

Nous qui vivons ici en Palestine occupée, nous regardons les médias israéliens et nous avons des discussions animées avec des Israéliens ordinaires au sujet de leur conception de la paix avec les Arabes et les musulmans.

Et, malheureusement, les Israéliens, ou la plupart d'entre eux, n'acceptent pas le concept de la parité et de l'égalité entre les hommes et insistent pour que les Juifs, en raison du fait qu'ils soient Juifs, reçoivent un traitement préférentiel dans tous les domaines imaginables de l'activité humaine, de la sécurité à la religion.

C'est pourquoi la question de la normalisation doit être replacée dans son propre contexte, en tant que ruse de relations publiques visant d'abord et avant tout à faire en sorte que la balle reste dans la cour arabo-musulmane, pendant qu'Israël continue à pulvériser et à judaïser les terres palestiniennes.

En outre, il est presque certain que le jeu de la normalisation avec Israël a un début, mais n'aura pas de fin, parce

qu'Israël et les milieux sionistes dans le monde ne seront jamais satisfaits avant que tous les Arabes et les Musulmans deviennent d'authentiques Sionistes.

Il y a quelques années, un éditorialiste israélien a expliqué que la normalisation avec les Arabes et les Musulmans devraient également inclure une «normalisation psychologique et religieuse», y compris en permettant le libre accès des juifs à la Mecque et à Médine, la modification des textes coraniques que certains juifs pourraient trouver répréhensibles, ainsi qu'une modification des manuels scolaires Arabes et Musulmans qui critiquent le sionisme.

En d'autres termes, Israël ne s'arrêtera jamais et continuera à faire des demandes délibérément impossibles aux Arabes et aux Musulmans, dans le but de se soustraire à une paix véritable, la paix qui exigerait la fin de l'occupation israélienne des terres palestiniennes.

Le poète arabe dit:

Les loups attaquent les ranchs non surveillés mais craignent la férocité du Cœur de Lion.

Peut-être que les dirigeants arabes, comme Moubarak et le roi d'Arabie Saoudite devraient retourner à l'école primaire pour apprendre la poésie arabe ancienne afin de savoir ce qu'il faut pour obliger Israël à marcher dans le chemin de la paix.

Khaled Amayreh

Source : <http://www.islamonline.net>

Traduction : MG pour ISM

26 Août

http://www.alterinfo.net/Revelations-sur-la-visite-de-Moubarak-a-Washington-Analyse-de-la-responsabilite-des-Arabes-dans-l-insolence-des_a35993.html

Commentaires

1. Posté par altair le 26/08/2009 14:40 (depuis mobile)

"Il y a quelques années, un éditorialiste israélien a expliqué que la normalisation avec les Arabes et les Musulmans devraient également inclure une «normalisation psychologique et religieuse», y compris en permettant le libre accès des juifs à la Mecque et à Médine, la modification des textes coraniques que certains juifs pourraient trouver répréhensibles, ainsi qu'une modification des manuels scolaires Arabes et Musulmans qui critiquent le sionisme".

C est ça et puis quoi encore, ils n ont vraiment honte de rien.

2. Posté par yassine le 26/08/2009 15:12

Les peuples arabe ne sont pas intimidés du-tout, l'histoire nous dit qu'il n y a aucune négociation possible avec ces gens, ils ne tiennent pas parole et c'est pas d'hier. Ou est le temps ou une guerre se levait pour laver l'honneur d'une femme? Aujourd'hui ils tue nos gosses, et on te parle de normalisation, et de concepts creux. On ne peut normalisé l'anormal, lorsque ont a un cancer ont cherche pas a cohabité avec, ou le rendre normale, acceptable, on lui applique un remède de chevale même s'il t'en coute ont sacrifie un doit pour sauvé la main.

3. Posté par Resistance le 26/08/2009 15:52

Aujourd'hui le monde arabe à compris que des pantins comme moubarak le pharaon, le roi saoudite, mahmoud abbas et abdallah de jordanie travaillent pour les sionistes la normalisation est déjà présente c'est juste de la comédie pour l'officialisé...

Le Peuple Palestinien n'attend rien de ces traîtres, simplement, il faut continuer à montrer l'injustice que subit ce peuple depuis 60 ans.

Tahya Falestine

26 Août

http://www.alterinfo.net/Revelations-sur-la-visite-de-Moubarak-a-Washington-Analyse-de-la-responsabilite-des-Arabes-dans-l-insolence-des_a35993.html

1-3 Israël accusé de trafic d'organes.

1 Suède et Israël, les nerfs à vif.

Polémique.

Un tabloïd accuse Tsahal de trafic d'organes sur des Palestiniens.

Les relations diplomatiques entre la Suède et Israël ont toujours été tourmentées.

L'Etat hébreu reproche fréquemment au royaume scandinave ses prises de positions propalestiniennes, tandis que Stockholm ne manque jamais une occasion de dénoncer les violations des droits de l'homme, commises par Tel-Aviv.

Le ton est monté d'un cran après la publication d'un article, le 17 août, dans les pages du tabloïd suédois *Aftonbladet*.

Excuses. Le journaliste Donald Boström y accuse Tsahal de se livrer à un trafic d'organes, prélevés sur des Palestiniens, tués en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Colère en Israël. A Tel-Aviv, l'ambassadrice de Suède s'empresse de dénoncer l'article, qu'elle qualifie de «*choquant et répugnant*». Mais c'est sans l'accord de Stockholm qui rappelle à l'ordre sa diplomate et les excuses sont retirées. Il en va de la défense de la liberté de la presse, assure le ministère des Affaires étrangères suédois. Le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, se tourne alors vers le chef de la diplomatie suédoise, Carl Bildt, à qui il demande de «*se dissocier publiquement*» de la publication de l'article. L'intéressé compare sur son blog l'affaire à celle des caricatures de Mahomet et rétorque : «*Ce n'est pas ainsi que fonctionne notre pays.*»

Convoqué. En Israël, on manque de s'étouffer. «*Cela nous rappelle l'attitude de la Suède pendant la Seconde Guerre mondiale, quand elle n'est pas non plus intervenue*», s'insurge le chef de la diplomatie israélienne, Avigdor Lieberman. A Stockholm, l'ambassadeur de l'Etat hébreu est convoqué pour s'expliquer. De son côté, Israël envisage de porter plainte pour diffamation contre le journaliste. Et s'interroge sur l'opportunité de la visite prochaine de Carl Bildt, pourtant prévue de longue date.

24/8

<http://www.liberation.fr/monde/0101586477-suede-et-israel-les-nerfs-a-vif>

2 Elisabet Borsiin Bonnier, ambassadrice de Suède en Israël, vivement critiquée dans son pays.

L'ambassadrice de Suède en Israël s'est attiré les foudres de dirigeants de l'opposition de son pays, pour avoir critiqué un article publié par le quotidien "Aftonbladet" laissant entendre que des soldats israéliens tuent des Palestiniens pour faire commerce de leurs organes.

Elisabet Borsiin Bonnier a estimé que cet article de presse était "choquant" et "consternant".

Des propos dénoncés par plusieurs hommes politiques suédois.

Per Gahrton, porte-parole du parti des Verts, a souligné que la diplomate devrait être rappelée à Stockholm et apprendre les fondements de "la liberté d'expression suédoise".

Le ministère suédois des Affaires étrangères a lui-même pris ses distances vis-à-vis des déclarations de l'ambassadrice, déclarant n'avoir aucun commentaire à faire.

L'article, paru lundi, a suscité une vive réaction en Israël. Daniel Seaman, chef du service de presse du gouvernement, a notamment jugé qu'il jouait "sur d'abominables thèmes antisémites".

vendredi 21 août 2009,

par La Rédaction d'Al-Oufok

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article815>.

3 Donald Boström : Criminel de guerre jusque dans les tripes ?

Ils assassinent de jeunes Palestiniens pour extraire leurs organes et les revendre au marché noir. Telle est l'accusation portée à l'encontre des soldats israéliens par le plus grand quotidien suédois. Un réquisitoire accablant qui a déclenché l'ire du régime de Tel Aviv et relancé le débat sur la liberté d'expression et les conséquences politiques de l'investigation journalistique.

Lundi 17 août, le journal populaire *Aftonbladet*, proche du parti social-démocrate, publia un article retentissant du photojournaliste Donald Boström. Intitulé «*Nos enfants sont pillés de leurs organes*», le papier relate les témoignages de familles palestiniennes affirmant avoir récupéré, auprès de l'armée israélienne, les corps de leurs défunts, la poitrine recousue. Abattus par Tsahal, certains d'entre eux avaient été auparavant kidnappés par des militaires. Les proches des victimes se disent prêts à faire exhumer les dépouilles afin de confirmer leurs accusations. Une photo jointe à l'article montre un jeune homme dont le torse est effectivement recousu sur toute la longueur. Un cas particulier est abordé dans le reportage : celui d'un résident de Cisjordanie, Bilal Ahmed Ghanem, tué en 1992 à l'âge de 19 ans et rendu à sa famille, cinq jours plus tard, avec des traces de couture sur le corps. Israël rejette ces accusations, confirmant tout au plus effectuer, comme le voudrait la procédure militaire, des «*autopsies de routine*» sur le corps de Palestiniens retournés à leurs proches. Dimanche 23 août, le journal suédois enfonce le clou dans un nouveau reportage, détaillant le cas de Bilal.

Face au scandale provoqué par ces révélations, les autorités israéliennes ont exprimé avec véhémence leur indignation : Danny Ayalon, vice-ministre des Affaires étrangères, crie à l'antisémitisme et en appelle, via le réseau Internet Twitter, au gouvernement suédois pour condamner le journal et son article, «*digne des pays arabes*» selon la délicate formule de l'ambassadeur israélien en Suède, Benny Dagan. Ce fin connaisseur déclaré de la culture arabe a connu, en février dernier, une gloire internationale, mais fugace, puisqu'il devint le troisième homme politique, après George Bush et le Premier ministre chinois Wen Jiabao, à servir de cible aux chaussures-projectiles, sous les cris d'une étudiante suédoise scandant alors les mots «*Assassins !*» et «*Intifada !*».

Antisémitisme, version hardcore

Parmi les nombreuses réactions, remarquables par leur *tempo crescendo*, figure celle du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ygal Palmor, qui surenchérit, évoquant «*une hystérie raciste*» typique du «*Moyen-Âge*», susceptible d'encourager des «*crimes antisémites*». Un autre porte-parole, Yossi Lévy, déplore ce qu'il estime également être un libelle antisémite injurieux, assimilé grossièrement, sous l'emprise d'un cliché culturel, à de la «*pornographie suédoise de la haine*». Le ministre de tutelle, Avigdor Liebermann, confirme,

quant à lui, sa légendaire finesse en comparant la démarche journalistique du quotidien suédois à celle de la presse nazie et en exigeant la publication, par le gouvernement de Stockholm, d'un document officiel condamnant l'article, qualifié d' « *appel au meurtre visant des juifs* ». L'ancien portier de discothèque, originaire de Moldavie, cultive là un savant paradoxe en matière de liberté d'expression puisqu'il a fait savoir que toute accréditation serait dorénavant refusée aux correspondants éventuels du quotidien suédois incriminé. Par ailleurs, il a eu la charmante attention envers son homologue suédois de lui indiquer que l'attitude discrète de Stockholm lui rappelait la seconde guerre mondiale, « *quand la Suède refusait d'intervenir contre le génocide nazi* ». Dimanche, l'éditorialiste du quotidien Haaretz, Tom Segev, a dénoncé, dans sa tribune, ce langage calomnieux, à la fois inefficace sur un plan diplomatique et réducteur pour qui connaît l'histoire complexe des rapports entre la Suède, les Juifs d'Europe et l'Allemagne nazie. Quant au ministre de la défense, Ehud Barak, il envisage purement et simplement d'intenter une action judiciaire à l'encontre du journaliste Donald Boström, accusé de colporter des ragots infâmes sur Tsahal, « *l'armée la plus éthique qui soit* » selon lui. Se disant consterné, il demande également au gouvernement suédois de « *se dissocier publiquement* » d'une « *écoeurante calomnie* ». L'ambassadrice de Suède dans le pays, Elisabet Borsini Bonnier, avait pourtant fait profil bas au lendemain de la parution de l'article, indiquant « *partager le malaise d'Israël* » et condamner fermement le journal de ses compatriotes à l'origine du scandale.

Une posture pénitente mais isolée : le ministère suédois des Affaires étrangères a fait savoir mercredi sa désapprobation quant à la réaction de son ambassadrice, jugée influencée par « *l'opinion locale en Israël* », tout en rappelant le principe de la liberté de la presse. Propos réaffirmés jeudi soir par le ministre lui-même, Carl Bildt, sur son blog, où il compare malicieusement la nécessité de laisser s'exprimer toutes les opinions au sujet d'Israël avec la tolérance accordée, par le Danemark en 2006, à la publication des caricatures du prophète Mohammed. Il y témoigne sa compréhension à l'égard des réactions vives en Israël sur un sujet susceptible, concède-t-il, de « *donner à l'antisémitisme l'opportunité de se développer* » mais rejette fermement la requête de son homologue israélien quant à toute condamnation du journal. « *Notre pays ne marche pas ainsi* », précise le ministre suédois des Affaires étrangères. « *Israël attend une déclaration gouvernementale claire et non pas une opinion publiée sur un blog* », rétorqua l'ambassadeur israélien Danny Began. Samedi, le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeld s'est impliqué sur la question, estimant que « *personne ne pouvait exiger du gouvernement suédois qu'il viole sa propre Constitution* ». Ce à quoi Benjamin Netanyahu a rétorqué : « *Nous ne demandons pas des excuses du gouvernement suédois, nous voulons une condamnation (de l'article)* »

Le rappel à l'ordre exprimé par le ministre Bildt a eu une conséquence immédiate : le retrait du communiqué paru sur le site de l'ambassade, dans lequel l'ambassadrice fustigeait, de par sa propre initiative, le journal suédois. A l'instar de l'opposition politique, comme l'illustre le conseil sarcastique du porte-parole des Verts, Per Garthton, qui recommande à la diplomate de revenir au pays « *apprendre les fondamentaux de la liberté d'expression à la suédoise* », nombre de journalistes ont vivement protesté contre son comportement, suggérant qu'elle s'était « *pliée à la pression du gouvernement israélien* » au point de piétiner un principe cher à la démocratie scandinave.

Deux quotidiens, Sydsvenska et Stockholm News, se démarqueront pourtant, en jetant l'anathème, comme certains intellectuels proches d'Israël, sur leurs confrères, les accusant explicitement de raviver « *honteusement et malhonnêtement* » l'antisémitisme, comme le démontreraient les accointances jugées « *gauchistes* » d'Åsa Lindenberg, responsable, dans le journal *Aftonbladet*, de la rubrique « *culture* » dans laquelle est paru l'article. L'intéressée n'exprime aucun regret, rappelant que le sujet du trafic d'organes a déjà été débattu au sein même de la Knesset et estimant « *indigne* » qu'Israël puisse porter un jugement sur le travail de journalistes étrangers. Lindenberg persiste et signe dans une nouvelle tribune, publiée vendredi et intitulée « *Examiner Israël !* », dans laquelle elle juge indispensable de procéder à une nouvelle enquête sur le terrain.

Cette affaire intervient dans un contexte de regain de tension entre les deux pays. Depuis plusieurs mois, les incidents diplomatiques se succèdent. Israël ne manquant pas une occasion pour critiquer le parti pris palestinien supposé de la Suède, au travers, par exemple, de son financement d'ONG jugées « *coupables d'être trop critiques* » envers la politique de colonisation pratiquée par Tel Aviv, tandis que Stockholm dénonce régulièrement les violations des droits de l'homme imputées à Israël dans les territoires occupés. En outre, la Suède, qui préside l'Union européenne depuis le 1er juillet, s'est vue sollicitée par la Ligue arabe pour exiger la transparence des autorités israéliennes sur son arsenal nucléaire, ce qui ne manquera pas d'accroître les ressentiments de part et d'autre si cette requête devait être suivie de recommandations officielles. Chaque jour qui passe rend désormais plus sérieuse la menace-sanction, évoquée par Liebermann, de faire annuler la visite, prévue le 10 septembre, de son homologue suédois en Israël.

La polémique qui cache le scandale

A l'origine du scandale, le photjournaliste indépendant Donald Boström rejette à son tour les accusations proférées à son endroit, niant l'antisémitisme ou la croyance en un quelconque « *complot juif* » que certains voudraient lui faire endosser. L'homme connaît bien la Palestine pour s'y être rendu en reportage à maintes reprises. Il est notamment l'auteur d'un ouvrage paru en 2001 et intitulé « *Inshallah* ». Celui que ses détracteurs, comme Barry Rubin, qualifient « *d'activiste anti-israélien travaillant pour un tabloïd radical* » déplore qu'on s'attache à dénigrer sa personne plutôt que d'étudier la validité des témoignages rapportés, précisant qu'il n'accuse pas lui-même l'armée israélienne de telles exactions mais qu'il se contente de tirer des conclusions à partir d'une vingtaine de témoignages récoltés et recoupés. Surtout, il en appelle à la Cour internationale de Justice pour qu'elle puisse mener une investigation exhaustive sur la réalité de ces actes, constitutifs de « *crimes de guerre* » s'ils étaient pleinement avérés. Interrogé samedi par la télévision suédoise, Donald Boström maintient

ses propos, encourageant le gouvernement de son pays à tenir bon durant ce « *test de démocratie* » que passerait à cette occasion Israël. Depuis la parution de l'article et son écho international, le reporter indique avoir reçu des menaces de mort, au point d'en être sérieusement inquiet. Donald Boström a déposé plainte auprès de la police.

Solidaire, le rédacteur en chef du journal, Jan Helin, défend son collaborateur, critiquant au passage l'attitude des officiels israéliens comme celle de l'ambassadrice de Suède, consistant à tenter à son équipe un procès en sorcellerie, en exploitant des « *clichés antisémites du Moyen Age* » et ce, afin « *de balayer d'un revers de la main un sujet important posé sur la table* ».

La communauté juive de Suède, quant à elle, a adopté une position courageuse en critiquant la réaction des officiels israéliens. Leur représentante, Lena Posner-Korosi, juge en effet que toute cette affaire a pris des proportions démesurées à cause de l'attitude outrée de Tel Aviv.

Cela n'a pas empêché la polémique de prendre une nouvelle ampleur ce week-end, avec la découverte du correspondant israélien en Suède de Maariv selon qui la recherche pour le livre de Boström a bénéficié en 2001 d'une subvention du ministère suédois des Affaires étrangères, ce qui, de facto, permet de créer un lien entre le journaliste et le gouvernement suédois.

La question du trafic d'organes en Israël est effectivement un sujet sensible. Une résistance culturelle à la pratique dans le pays se traduit par un nombre insuffisant de donneurs potentiels. Israël est comparé, au niveau mondial, à la plaque tournante d'un tel trafic, au point d'être considéré par les institutions médicales comme un « *paria* », selon le terme employé par l'anthropologue Nancy Scheper-Hugues, experte reconnue sur la question. Des cas de collecte illégale d'organes via Israël ont été relatés dans le passé, notamment à travers la Turquie, la Chine, la Moldavie et l'Afrique du sud.

Mais l'hypothèse d'extraction d'organes vitaux sur le corps de Palestiniens décédés et/ou non consentants remonte publiquement à 1990, à l'initiative de la journaliste américaine Mary Barret. D'autres experts d'un tel trafic corroborent ces allégations, tel Norm Barber dans son ouvrage de référence, réédité en 2007 et comportant divers exemples détaillés. En 2002, un article du Tehran Times avait également évoqué le problème mais l'information ne fut pas prise au sérieux par les confrères occidentaux car elle émanait d'une agence de presse iranienne, l'Irna, jugée biaisée en raison de son antisionisme affiché.

Suite à la parution de l'article suédois, le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) a réclamé, auprès des organisations internationales des droits de l'homme, une enquête sur ces allégations, rappelant au passage que des histoires similaires circulaient déjà parmi leurs militants durant les années 80 dans la bande de Gaza.

Nouveau rebondissement : Imec, une agence de presse regroupant des journalistes palestiniens et étrangers, a rapporté samedi le témoignage du chercheur Abdul-Nasser Farwana, ancien détenu dans les geôles israéliennes, qui confirme le récit de Donald Boström, évoquant même l'existence de « *centaines de cas* », accumulés au cours des années, de corps rendus auxquels il manquait des organes vitaux ; selon lui, cette sordide réalité s'accompagnerait de l'existence de « *centres secrets de détention* » et de « *cimetières clandestins* ». Propos rapportés également par Ma'an, une autre agence internationale, basée à Béthléem et financée par le Danemark et les Pays-Bas.

Trafic d'influences

La suspicion, longtemps tenace, envers la validité de l'hypothèse d'un trafic israélien d'organes extraits de corps palestiniens, est comparable au doute officiellement émis en 2004 par le département d'Etat des Etats-Unis, qui rejetait alors la « *rumeur* » d'un trafic américain d'organes via Israël et New York. Les officiels américains évoquaient une simple « *légende urbaine* ». Mauvaise appréciation ou désinformation ? Ironie du sort, la prétendue rumeur devint réalité cinq ans plus tard quand, cet été, un vaste cartel a été démantelé dans le New Jersey. Une quarantaine d'individus, parmi lesquels des élus et des religieux liés au parti israélien Shas, ont été arrêtés, soupçonnés d'avoir participé à un blanchiment d'argent lié à une revente de reins en provenance d'Israël. Le réseau était dirigé par un rabbin orthodoxe de Brooklyn, Lévy Izhak Rosenbaum. Pendant des années, Nancy Scheper-Hugues avait alerté les autorités sur l'existence d'un tel trafic opérant à travers Etats-Unis, Israël et la Moldavie, entre autres lieux de passage et de transaction. Visiblement, le gouvernement israélien ferme les yeux sur de telles pratiques, si l'on en juge par la déposition, effectuée en 2004 devant une juridiction brésilienne par Geldaya Tauber Gady, ex-officier de Tsahal impliqué alors dans un tel réseau international. Un témoignage accablant qui fut rapporté dans une dépêche, passée alors inaperçue, de l'Agence France-Presse.

A ce jour, Israël et la Suède campent sur leurs positions, a priori irréconciliables.

Le premier se dit « *déçu et surpris* » par le refus suédois de condamner vigoureusement l'article tandis que les autorités de Stockholm se contentent d'invoquer le principe de la liberté d'expression. Au-delà de la crise diplomatique latente, la question du trafic d'organes en Israël demeure, et tout particulièrement celle de son ampleur exacte. A charge désormais à l'ONU, à travers la Cour internationale de justice, ainsi qu'aux journalistes d'investigation, israéliens, palestiniens et étrangers, de vérifier, en toute liberté, les terribles accusations portées contre Tsahal. Le déni catégorique des autorités ne fera que renforcer la suspicion, jetant définitivement l'opprobre sur Israël et sa prétendue « *éthique* », largement écornée, l'hiver dernier, par l'agression de la population civile de Gaza.

Toute impunité n'a qu'un temps. Au lieu d'ouvrir immédiatement une enquête interne auprès des responsables politiques, militaires et médicaux pour vérifier ces plaintes, ne serait-ce que pour faire taire les rumeurs, les autorités israéliennes adoptent l'attitude psycho-rigide consistant à pousser des cris d'orfraie, à rejeter en bloc la moindre éventualité d'une quelconque extraction d'organes effectuée par une poignée de soudards hors-la-loi et, en prime, à prodiguer des leçons de déontologie journalistique à la Suède. Deux polémiques pour le prix d'une :

l'indulgence soupçonnée envers un trafic illégal d'organes et la volonté tacite de mettre au pas une presse étrangère. Cette stratégie radicale comporte un risque pour Tel Aviv : celui d'être accusé, à son tour, non pas de diffamer mais de camoufler la vérité.

La fin d'un tabou ?

Seul progrès notable dans la genèse du scandale : désormais, les médias de référence ne semblent plus craindre d'évoquer l'hypothèse, autrefois taxée automatiquement d'antisémite et reléguée aux sites extrémistes prétendument financés par Téhéran, d'un trafic israélien d'organes extraits de corps palestiniens. Dès la publication du papier sulfureux dans le quotidien suédois, le journal israélien Haaretz, réputé pour sa crédibilité et son indépendance, fut le premier à reprendre l'information avant d'être imité par CNN et Le Monde. Nul n'a jamais songé à traiter de « sinophobe » quiconque dénonçait le trafic d'organes, réalisé en Chine, sur la dépouille des condamnés à mort. Dorénavant, la sempiternelle accusation d'antisémitisme, invoquée régulièrement, et spécialement dans le débat géopolitique en France, semble, doucement mais sûrement, perdre de sa capacité d'intimidation. Sans doute faut-il y voir le contre-effet, perceptible désormais dans la sphère médiatique internationale, de la coloration du gouvernement israélien actuel, le plus à droite de toute son histoire. En 2006, la plupart des médias occidentaux invoquaient le principe de la liberté de la presse pour publier les caricatures du prophète Mohammed, malgré les émois suscités dans la communauté musulmane, inquiète d'y voir une forme déguisée d'islamophobie.

Bien que le sujet abordé par l'article suédois soit autrement plus grave que des dessins anti-religieux, un parallèle en matière de liberté de la presse est envisageable.

Dans les prochains jours, la controverse sera-t-elle sérieusement traitée par les journalistes occidentaux avec la même « envergure », malgré les accusations, par certains, de sensationnalisme crypto-antisémite ? Ou bien, démontrant la loi récurrente, ici ou là, du « *deux poids deux mesures* », le scandale sera-t-il progressivement confiné aux médias alternatifs et étouffé, dès lors, dans le débat public ? L'avenir proche le dira. Libérer -enfin- la parole sur la nature et l'ampleur des exactions commises par Israël : tel est le sursaut salutaire que toute cette affaire aura eu, d'ores et déjà, le mérite d'initier. *H*H*

Donald Boström

Donald Bostrom, (L'auteur de l'article) l'a rédigé sur la base de témoignages de Palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza, qu'il identifie seulement par leurs prénoms.

Il cite aussi un porte-parole de l'armée israélienne rejetant ces accusations et affirmant que les autopsies de Palestiniens tués par Tsahal sont la procédure de routine. Le papier est accompagné d'une photographie, prise apparemment après une autopsie, d'un Palestinien mort, porteur d'une cicatrice sur toute la longueur de son torse <http://www.aloufok.net:80/spip.php?article815>.

vendredi 21 août 2009, par [La Rédaction](#)

[globereporter \(son site\)](#)

24/8

<http://www.agoravox.fr:80/tribune-libre/article/criminel-de-guerre-jusque-dans-les-60583>

4 Pierre-Yves Lambert : L'"affaire" du "vol d'organes sur des prisonniers palestiniens".

L'"affaire" du "vol d'organes sur des prisonniers palestiniens": un cadeau pour la propagande sioniste

Un article intitulé "[Palestine : "On pille les organes de nos fils"](#)", du "journaliste" suédois Donald Borström, circule abondamment sur le net depuis ce matin, reproduit sans le moindre esprit critique par des militants ou sympathisants de la cause palestinienne.

"Si elles sont vraies, c'est la première fois qu'un trafic d'organes est documenté aux USA, ont déclaré des experts au New Jersey Real-Time News" –

C'est quoi les "New Jersey Real-Time News" ? C'est juste un flux de dépêches et d'articles de la presse locale du New Jersey, "Breaking Local News from New Jersey".

Donc, si des "experts" ont fait des déclarations c'est à un des organes-sources de ce flux.

A la façon de citer ses "références", on voit déjà que Borström n'est qu'un bouffon et pas un journaliste, c'est comme s'il citait "googlenews" au lieu d'une dépêche d'agence reprise sur ce site.

En l'occurrence, le journal qui a publié [l'article initial sur le trafic d'organes](#) le 24 juillet est un quotidien local du New Jersey, le [Star-Ledger](#) (l'article complet est en accès payant dans les archives). Dans la (longue) [dépêche Associated Press](#) sur le sujet (seule à rester en ligne un mois plus tard) il est précisé qu'il s'agit au départ d'une enquête pour corruption, sur laquelle a débouché l'affaire des organes.

Et, contrairement à ce qui est écrit dans l'article de Donald Borström, "un vaste trafic d'organes et de blanchiment d'argent, digne des Soprano, a été démasqué dans le New Jersey, impliquant des rabbins, des élus et des fonctionnaires", [la dépêche AP précise clairement que](#) "Rosenbaum was arrested in a sweeping federal case that began as an investigation into money laundering and trafficking in kidneys and fake designer bags. It mushroomed into a political corruption probe, culminating in the arrests this week of 44 people, including three New Jersey mayors, various other officials, and five rabbis. **The politicians and rabbis were not accused of involvement in the organ trafficking.**"

A aucun moment dans l'article il n'est fait mention d'organes prélevés sur des Palestiniens, Borström a juste rattaché cette affaire du New Jersey à des rumeurs qu'il a entendues en Cisjordanie.

De toute façon, j'invite ceux qui comprennent l'anglais à lire attentivement [l'analyse de cet article sur le site Electronic Intifada](#), qui est une source crédible, elle (sauf pour les propagandistes sionistes et leurs alliés objectifs). Où on peut lire ceci:

The fact that Bostrom did not offer evidence for his organ theft claims has given Israel an enormous propaganda gift. Because he offered nothing more than conjecture and hearsay, Israel has launched a major campaign casting itself as an aggrieved victim of "blood libel." This allows Israel to distract attention from the mountains of evidence of well-documented war crimes, and even to discredit real evidence. If there is no evidence behind the organ theft claims, Israel can argue, then maybe all these other claims about crimes in Gaza are equally dubious.

Pierre-Yves Lambert

5 Donald Boström : Palestine : "On pille les organes de nos fils"

Les révélations d'un journaliste suédois

Des Palestiniens accusent l'armée israélienne de voler des organes à ses victimes.

Donald Boström raconte le scandale international des transplantations d'organes – et comment lui-même a été le témoin d'une atteinte au corps d'un Palestinien de 19 ans.

Vous pouvez m'appeler un "entremetteur", a déclaré Levy Izhak Rosenbaum, de Brooklyn, USA, sur un enregistrement secret réalisé par un agent du FBI qu'il croyait être un client. Dix jours plus tard, fin juillet de cette année, Rosenbaum a été arrêté et un vaste trafic d'organes et de blanchiment d'argent, digne des Soprano, a été démasqué dans le New Jersey, impliquant des rabbins, des élus et des fonctionnaires.

Le travail d'entremetteur de Rosenbaum n'a rien à voir avec le romantisme. Il s'agissait d'achat et de vente au marché noir de reins provenant d'Israël. Rosenbaum affirme qu'il achète des reins à des gens modestes pour 10,000 \$ et les revend ensuite à des patients désespérés aux USA pour 160.000 \$. Le temps d'attente pour un rein obtenu par les voies légales est en moyenne de 9 ans.

Les accusations ont ébranlé l'industrie américaine de la transplantation. Si elles sont vraies, c'est la première fois qu'un trafic d'organes est documenté aux USA, ont déclaré des experts au New Jersey Real-Time News.

A la question de savoir combien d'organes il a vendu, Rosenbaum répond: «Pas mal. Et je n'ai jamais échoué», se vante-t-il. Son commerce a duré pendant très longtemps.

Francis Delmonici, un professeur de chirurgie de transplantation à l'Université d'Harvard et membre du conseil d'administration de la National Kidney Foundation (Fondation nationale du rein), indique au même journal que le trafic d'organes, semblable à celui signalé en provenance d'Israël, a lieu dans d'autres endroits de la planète. On estime qu'environ 10% des 63 000 transplantations de reins dans le monde sont illégales, selon Delmonici.

Les pays soupçonnés de ces activités sont le Pakistan, les Philippines et la Chine, où les organes seraient prélevés sur des prisonniers exécutés. Mais les Palestiniens soupçonnent aussi fortement Israël de capturer des jeunes hommes qui lui serviraient à leur corps défendant, comme au Pakistan et en Chine, de réserves d'organes avant d'être tués. Une accusation très grave, avec suffisamment de points d'interrogations pour motiver la Cour internationale de Justice (CIJ) à ouvrir une enquête sur d'éventuels crimes de guerre.

Israël a été à maintes reprises critiqué pour sa gestion contraire à l'éthique des organes et des greffes. La France a été parmi les pays qui ont cessé la collaboration d'organes avec Israël dès les années 90. Le Jerusalem Post a écrit que «les autres pays européens devraient suivre l'exemple de la France prochainement."

Depuis le début des années 2000, la moitié des reins greffés à des Israéliens ont été achetés illégalement en Turquie, en Europe de l'Est ou en Amérique latine. Les autorités sanitaires israéliennes sont totalement au courant de ce commerce, mais ne font rien pour l'arrêter.

Lors d'une conférence en 2003, il a été démontré qu'Israël est le seul pays occidental dont le corps médical ne condamne pas le commerce illégal d'organes et qui ne prend aucune mesure légale contre les médecins qui participent à ce commerce illégal. Au contraire, les médecins-chefs des grands hôpitaux israéliens sont impliqués dans la plupart des transplantations illégales, selon le quotidien suédois Dagens Nyheter du 5 Décembre 2003.

Au cours de l'été 1992, Ehud Olmert, alors ministre de la Santé, avait tenté de régler la question de la pénurie d'organes en lançant une grande campagne visant à trouver des volontaires israéliens pour des dons d'organes post mortem. Un demi-million de tracts furent diffusés dans les journaux locaux, invitant les Israéliens à s'inscrire pour des dons d'organes après leur mort. Ehud Olmert avait été lui-même la première personne à s'inscrire. Deux semaines plus tard, le Jerusalem Post signalait que la campagne avait été un succès. Pas moins de 35.000 personnes s'étaient inscrites, contre 500 par mois auparavant.

Toutefois, dans le même article, la journaliste Judy Siegel écrivait que l'écart entre l'offre et la demande était toujours important. 500 personnes étaient sur liste d'attente pour une greffe de rein, mais que seules 124 transplantations pourraient être réalisées. Sur les 45 personnes ayant besoin d'un nouveau foie, trois seulement pouvaient être opérées en Israël.

Pendant cette campagne, de jeunes hommes palestiniens ont commencé à disparaître dans les villages de Cisjordanie et de Gaza. Des soldats israéliens les ramenaient morts au bout de 5 jours, le corps ouvert. Parler de ces corps charcutés terrorisait la population des territoires occupés. Il y avait des rumeurs d'une augmentation spectaculaire du taux de disparition de jeunes hommes, avec des enterrements nocturnes de corps autopsiés. J'étais dans la région à l'époque, je travaillais sur un livre. À plusieurs reprises, j'ai été contacté par le personnel

de l'ONU préoccupé par l'évolution de la situation. Les personnes qui me contactaient disaient que des vols d'organes avaient certainement lieu, mais qu'ils étaient empêchés d'agir contre cela.

Ayant trouvé un réseau de diffusion pour le reportage, je me suis alors déplacé dans le secteur pour interroger un grand nombre de familles palestiniennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza : j'ai rencontré des parents qui ont raconté comment les organes de leur fils avaient été prélevés, avant d'être tués.

Un des exemples que j'ai trouvé lors de ce sinistre voyage fut celui le jeune lanceur de pierres, Bilal Ahmed Ghanan.

Il était près de minuit quand retentit le rugissement d'un moteur d'une colonne de l'armée israélienne à la périphérie d'Imatin, un petit village dans le nord de la Cisjordanie. Les deux mille habitants ont été réveillés. Ils se tenaient, ombres silencieuses dans l'obscurité, certains couchés sur les toits, d'autres cachés derrière les rideaux, les murs ou les arbres qui fournissaient une protection pendant le couvre-feu, mais offraient toujours une vue complète de ce qui allait devenir la tombe du premier martyr du village. Les militaires avaient coupé l'électricité et le secteur était maintenant une Zone Militaire Fermée – pas même un chat ne pouvait sortir sans risquer sa vie. L'insupportable silence de la nuit noire était seulement interrompu par des sanglots silencieux. Je ne me souviens pas si nos frissons étaient dus au froid ou à la tension. Cinq jours plus tôt, le 13 Mai 1992, une force spéciale israélienne avait utilisé l'atelier de menuiserie du village pour tendre une embuscade. La personne pour qui l'action avait été mise en place était Bilal Ahmed Ghanan, l'un des jeunes lanceurs de pierres palestiniens qui menait la vie dure aux soldats israéliens.

En tant que l'un des principaux lanceurs de pierres, Bilal Ghanan, était recherché par l'armée depuis quelques d'années. Avec d'autres garçons lanceurs de pierres, il se cachait dans les montagnes de Naplouse, sans toit au-dessus de sa tête. Se faire prendre signifiait la torture et la mort pour ces garçons : ils devaient donc rester dans les montagnes, à tout prix.

Le 13 Mai, Bilal a fait une exception, lorsque pour une raison inconnue, il est passé sans protection devant l'atelier de menuiserie. Pas même Talal, son frère aîné, ne sait pourquoi il a pris ce risque. Peut-être les garçons étaient-ils sortis pour se réapprovisionner, leurs réserves de nourriture étant épuisées.

Tout s'est déroulé selon le plan de la force spéciale israélienne. Les soldats ont écrasé leurs cigarettes, posé leurs canettes de Coca-Cola, et ont visé calmement à travers la fenêtre brisée. Quand Bilal a été suffisamment proche, ils n'ont eu qu'à tirer sur la gâchette. Le premier coup l'a frappé à la poitrine. Selon des villageois qui ont été témoins de l'incident, il a été touché par une balle dans chaque jambe. Deux soldats sont alors descendus en courant de l'atelier de menuiserie et ont tiré à nouveau sur Bilal dans le ventre.

Puis, ils l'ont attrapé par les pieds et l'ont traîné sur les vingt marches en pierre de l'escalier de l'atelier. Les villageois racontent que les gens de l'ONU et du Croissant-Rouge se trouvaient à proximité, ont entendu la décharge et sont venus à la recherche de blessés ayant besoin de soins. Une discussion a eu lieu pour savoir qui devrait se charger de la victime. Les discussions se sont terminées avec le chargement de Bilal grièvement blessé dans une jeep par les soldats israéliens qui l'ont emmené à la sortie du village, où un hélicoptère de l'armée les attendait. Le garçon a été transporté vers une destination inconnue de sa famille. Cinq jours plus tard, il est revenu mort, enveloppé dans un tissu vert d'hôpital.

Un villageois a reconnu le capitaine Yahya, le chef de la colonne de l'armée, comme étant celui qui avait transporté Bilal depuis le centre d'autopsie d' Abou Kabir, à l'extérieur de Tel Aviv, jusqu'à son dernier lieu repos. "Le capitaine Yahya est le pire de tous", a murmuré le villageois à mon oreille. Après que Yahya eut fait décharger le corps et changer le tissu vert contre un autre en coton léger, certains hommes de la famille de la victime ont été choisis par les soldats pour creuser la tombe et mélanger le ciment.

Malgré le bruit marqué des pelles, nous pouvions entendre les rires des soldats qui échangeaient quelques plaisanteries en attendant de rentrer chez eux. Quand Bilal a été mis en terre, sa poitrine a été découverte. Soudain, il est devenu clair pour les quelques personnes présentes à quel genre d'abus le garçon avait été exposé. Bilal n'était pas le premier jeune Palestinien à être enterré avec une incision du ventre jusqu'au menton et les spéculations allaient bon train sur le pourquoi de ces sutures.

Les familles en Cisjordanie et à Gaza étaient sûres de ce qui était arrivé à leurs fils : «Nos fils sont utilisés comme donneurs d'organes involontaires», m'a dit un proche de Khaled de Naplouse, de même que la mère de Raed de Jénine et les oncles de Mahmoud et Nafes dans la bande de Gaza, qui ont tous disparu pendant un certain nombre de jours avant de revenir de nuit, morts et autopsiés.

"Pourquoi sinon garder les corps pendant au moins cinq jours avant de nous laisser les enterrer? Qu'est-il arrivé aux corps pendant cette période? Pourquoi effectuent-ils une autopsie, contre notre volonté, lorsque la cause du décès est évidente? Pourquoi les corps sont-ils rendus de nuit? Pourquoi avec une escorte militaire? Pourquoi la zone est-elle bouclée pendant l'enterrement? Pourquoi l'électricité est-elle coupée?" L'oncle de Nafé était bouleversé, et il avait beaucoup de questions.

Les proches des Palestiniens morts n'avaient plus de doutes quant aux raisons de ces meurtres, mais le porte-parole de l'armée israélienne affirmait que les allégations de vol d'organes étaient des mensonges. Toutes les Palestiniens qui sont tués sont autopsiés, c'est la routine, dit-il.

Bilal Ahmed Ghanan a été l'un des 133 Palestiniens tués de différentes façons cette année-là. Selon les statistiques palestiniennes, les causes des décès ont été: tué dans la rue, une explosion, par des gaz lacrymogènes, délibérément écrasé, pendu en prison, tué à l'école, tué à la maison, etc.

Les 133 personnes tuées avaient entre 4 mois et 88 ans. Seule la moitié d'entre elles, 69 victimes, ont été autopsiées. L'autopsie « de routine » des Palestiniens tués - dont parlait le porte-parole de l'armée – ne reflète pas la réalité dans les territoires occupés. Les questions demeurent.

Nous savons qu'Israël a un grand besoin d'organes, qu'il existe un vaste commerce illégal d'organes, qui a lieu depuis de nombreuses années maintenant, que les autorités sont conscientes de cela et que les médecins à des postes de direction dans les grands hôpitaux y participent, ainsi que des fonctionnaires à différents niveaux. Nous savons aussi que des jeunes hommes palestiniens ont disparu, qu'ils ont été ramenés au bout de cinq jours, de nuit, dans un secret absolu, recousus après avoir été ouverts du menton à l'abdomen, charcutés et recousus.

Il est temps d'apporter de la clarté sur ce commerce macabre, de faire la lumière sur ce qui se passe et ce qui s'est passé dans les territoires occupés par Israël depuis le début de l'Intifada.

Source : [Aftonbladet](#) - "[Våra söner plundras på sina organ](#)"

Article original publié le 17/8/2009

Traduit par MG.

Édité par Fausto Giudice

Sur l'auteur

MG est rédactrice du site [ISM](#), partenaire de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique, dont Fausto Giudice est membre.

Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=8433&lg=fr>

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=8433&lg=fr>

6 Helle Klein : Le scandale des vols d'organes de Palestiniens.

Il faut sauver Israël de son gouvernement.

Les réactions israéliennes à l'article paru dans les pages Culture d'Aftonbladet sur le trafic d'organes [[lire ici : Palestine : "On pille les organes de nos fils"](#)] battent des records dans l'exagération.

Le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a exigé que le gouvernement suédois agisse contre **Aftonbladet**. Hier le Premier ministre Benjamin Netanyahu a rallié cette position.

Notre ministre des Affaires étrangères Carl Bildt s'est contenté de prendre la défense de la liberté d'expression et de la presse suédoise sur son blog. Si l'on considère que le seul document officiel portant le cachet du ministère a été la déclaration de notre ambassadrice à Tel Aviv, il est temps que Bildt quitte la blogosphère et se consacre à une communication diplomatique plus traditionnelle.

Le ton dur adopté par les Israéliens ne favorise pas la cause de leur État. C'est ce qu'a constaté l'ambassadeur expérimenté Sven Hirdman dans une causerie radiophonique sur Studio 1.

Des points de vue similaires s'expriment dans la communauté juive suédoise. Lena Posner, présidente de la communauté juive de Stockholm [qui compte 4400 membres, fréquentant 3 synagogues, NdT] remet en cause dans les médias israéliens le bien-fondé des affirmations de Lieberman selon lequel la Suède serait pays marqué par l'antisémitisme.

"Avec tout le respect que je lui dois, lui et d'autres se trompent totalement", dit Posner. Elle remarque que le débat en Suède est souvent critique à l'égard d'Israël mais que ça n'est pas le seul cas de la Suède et elle ajoute: "Mettre toute le temps en avant l'Holocauste ne nous aide pas".

Un journal libéral israélien comme Haaretz est aussi perplexe face aux attaques contre la Suède de Lieberman et du gouvernement suédois.

"Le scandale diplomatique déclenché par le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman à cause d'un article dans Aftonbladet est une erreur car un gouvernement qui respecte la liberté de la presse ne répond pas de ce que publient les journaux", écrit Haaretz, qui accuse Lieberman de penser en "termes soviétiques".

Comment donc comprendre les agissements du gouvernement israélien? C'est de realpolitik qu'il s'agit.

La guerre menée par l'État d'Israël contre Gaza à l'hiver dernier est fortement critiquée par l'ONU et les organisations de défense des droits humains, tout comme sa politique d'occupation de la Cisjordanie.

L'administration Obama aux USA clairement exprimé son désagrément et exige un arrêt total de toute nouvelle colonie.

Le gouvernement israélien est le plus extrémiste de droite de l'histoire du pays et le ministre des AE Lieberman a reçu un accueil tiède aux USA et dans l'UE. Israël est en train de s'enfermer dans son coin et est de plus en plus isolée face aux critiques croissantes de la communauté internationale.

Dans cette situation Lieberman et Netanyahu ont besoin d'un ennemi extérieur auquel s'en prendre pour pouvoir rassembler l'opinion interne.. La vision du monde liebermanesque est simple : ou vous êtes avec nous, ou vous êtes contre nous. Et l'article des pages Culture d'Aftonbladet était une occasion à saisir par le gouvernement israélien pour pouvoir démontrer sa capacité d'action contre le prétendu antisémitisme.

Simultanément le vice-Premier ministre Moshe Ya'alon participait la semaine dernière à une rencontre avec des militants d'extrême-droite. Ya'alon, ancien chef d'État-major de l'armée israélienne, a déclaré que le mouvement pacifiste israélien (Peace Now) était "un virus qui afflige la société israélienne". Les médias aussi étaient un virus non digne de confiance, selon ce membre du gouvernement Face à la critique d'Obama contre les colonies, Ya'alon a tonitrué: Je n'ai pas peur des Américains ! Et il a ordonné l'installation de nouvelles colonies.

Voilà comment un vice-Premier ministre israélien parle. C'est ça l'ambiance en Israël de nos jours. C'est dans ce contexte qu'il faut lire les accusations contre la Suède et Aftonbladet.

Même les amis d'Israël les plus fanatiques comme Gunnar Hökmark [député européen du Parti du rassemblement modéré (Moderata Samlingspartiet), principal parti gouvernemental, conservateur, NdT] devraient se faire du souci.

Helle Klein

Traduit par Fausto Giudice

Source : Éditorial d'Aftonbladet, Stockholm - [Rädda Israel från dess regering](#)

Article original publié le 24.8.2009

Fausto Giudice est membre de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=8469&lg=fr>

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

2-1 Cisjordanie : lentement, obstinément, des colons construisent une nouvelle ville.

Demain, Netanyahu arrive à Londres pour une série de réunions décisives, parmi lesquelles quatre heures de discussion mercredi avec l'envoyé spécial de la Maison-Blanche, George Mitchell, et une rencontre demain avec Gordon Brown.

La colonisation ininterrompue de la Cisjordanie, un projet qui a connu un succès extraordinaire au cours des 40 dernières années, dominera l'agenda.

Rory McCarthy, journaliste du Guardian, a rencontré un groupe d'Israéliens qui veulent reprendre une parcelle de terrain près de la ville palestinienne de Beit Sahour.

Ce matin de bonne heure, Nadia Matar a roulé vers les collines au sud de Jérusalem, près de la ville palestinienne de Beit Sahour, et tourné sur une route poussiéreuse sans signalisation.

Puis elle a planté un panneau où l'on pouvait lire : « Bienvenue à Shdema ». Elle a continué à rouler, s'arrêtant tous les dix mètres pour enfoncer dans le sol rocailleux une série de drapeaux aux couleurs israéliennes flottant dans le vent. Les soldats israéliens l'ont laissée passer librement quand elle a franchi l'entrée des ruines de béton de ce qui était encore il y a quelques années la base militaire israélienne de Shdema.

Là, seulement à un jet de pierre des maisons palestiniennes, et seulement à quelques minutes de la ville de Bethlehém, Matar et ses amis ont l'intention de construire une résidence juive, le prochain avant-poste dans la Cisjordanie occupée.

C'est un défi manifeste à l'administration Obama, qui essaye d'arrêter tout le développement des colonies israéliennes comme condition préalable à de nouveaux pourparlers de paix. Mais l'histoire récente suggère que ce sont des colons hautement motivés, comme Matar, 43 ans, mère de six enfants nés en Belgique, et vivant actuellement dans la colonie d'Efrat, qui peuvent triompher finalement sur cette parcelle de terrain poussiéreuse. La colonisation sur le territoire occupé est considérée comme illégale par le reste de la communauté internationale, mais près de 500.000 colons juifs vivent en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Shdema est pourtant au-delà de la barrière entre Israël et la Cisjordanie qui s'enfonce profondément dans le territoire palestinien et qui pourrait être un jour, comme on le pense généralement, la frontière finale d'Israël.

Le but de Matar est la « rédemption du pays ». De son point de vue, le pays où se trouvent des maisons palestiniennes appartient au peuple juif. Il est « temporairement occupé par des Arabes » mais les Juifs y ont droit pour des raisons bibliques et historiques. Elle essaye de construire une « Shdema juive » pour éviter que le pays reste aux Palestiniens. Après l'évacuation de la base par les militaires, il était prévu de construire un hôpital pour les Palestiniens. Depuis, le projet a été mis en sommeil. « Ils veulent plus de parcelles de terre qui appartiennent aux Juifs. Ils veulent nous les prendre, » dit Matar.

« Le pays d'Israël a été donné par Dieu au peuple d'Israël, » dit-elle. « Les uns vous diront que c'est Dieu qui nous l'a donné, d'autres vous diront que notre droit sur ce pays repose sur 4000 ans d'histoire juive... Vous n'avez pas besoin d'être un Anglais religieux pour voir que Londres appartient aux Britanniques. »

C'est un bel aperçu de la façon dont les avant-postes sont bâtis : avec des colons déterminés et éventuellement avec la complicité des autorités israéliennes.

Tout d'abord, après que l'armée se fut retirée de la base il y a trois ans, les soldats ont fermé la zone et empêché les colons d'approcher. Mais des colons ont commencé à y pénétrer furtivement, et ont continué. C'est alors que Matar, chef du groupe « Femmes en Vert », et ses partisans ont obtenu des militaires le droit de les laisser entrer seulement une fois par semaine, le vendredi. Elles ont nettoyé les bâtiments, peint des graffitis, et arrangé les pièces pour pouvoir tenir des réunions de travail. Parfois elles restaient la nuit, parfois les militaires leur permettaient de venir deux fois par semaine, et finalement des colons ont commencé à y vivre.

Des luttes semblables ont lieu chaque semaine sur d'autres collines de Cisjordanie, et ceci bien que le gouvernement israélien déclare publiquement qu'il n'autorise aucune nouvelle colonie. « Au début, nous avons combattu l'armée pour venir, » dit Matar. « Puis quand ils ont vu que nous étions inflexibles, ils nous ont laissées venir le vendredi... Mais pour nous, ce n'est pas assez. Nous ne voulons pas demander la permission d'être dans

notre patrie. »

Maintenant, chaque fois qu'elles viennent, l'armée, loin de les en empêcher, assure leur sécurité en déployant des soldats et des véhicules blindés, sans interférer cependant avec leurs activités. Mais en avril les militaires ont arrêté la construction d'un parc pour les Palestiniens, financé en partie par le gouvernement américain, sous prétexte qu'il était au pied de la colline revendiquée par les colons à Shdema.

Les colons ont déjà édité une brochure sur papier brillant avec les plans d'architecture qu'ils voudraient voir à Shdema : des gazons verts, des rangées d'arbres, un centre culturel et une résidence juive, petite mais florissante.

Aujourd'hui même, environ 30 colons d'âges différents se sont réunis, parmi lesquels plusieurs enfants, un rabbin et au moins deux femmes, chacune portant discrètement un pistolet dans un étui. Ils se sont assis dans une pièce sur des chaises en plastique, et Tomer Karazi, un rabbin de 34 ans avec cinq enfants, a commenté un texte de la Bible montrant l'importance de construire un nouveau village dans ce pays biblique.

Ensuite, Karazi a dit que lui et sa femme Hannah étaient prêts à déménager de leur colonie de Nokdim à Shdema dès que possible. « Notre devoir n'est pas d'escorter le processus de rédemption de l'extérieur, mais d'être actifs de l'intérieur, » dit-il. « Nous n'avons pas besoin d'attendre des choses comme l'eau et l'électricité. Et nous aimons vraiment cet endroit. C'est très beau. »

Ensuite sont arrivés de grands baquets de peinture blanche avec des pinceaux, et le groupe a commencé à peindre sur les murs de béton gris, en s'arrêtant parfois pour boire un verre d'eau et manger une tranche de pastèque.

Yosef Ziggerman, un colon de 18 ans qui habite Efrat, a participé à plusieurs autres essais pour établir des avant-postes sur les collines avoisinantes, souvent sans succès. « Je crois que chaque parcelle nous appartient, et je n'en vois pas beaucoup qui soient aussi belles que celle-ci, » dit-il. « Nous ne faisons rien qui soit fou ou fanatique. Nous mettons de la peinture pour que ce soit joli. »

Plusieurs ont parlé de leur frustration que d'autres Israéliens jouissent d'un mode de vie plus profane dans des villes comme Tel-Aviv ou Eilat sans avoir l'air de comprendre ou d'approuver l'idéologie millénaire des colons et leurs efforts pour proclamer que la Cisjordanie leur appartient. Depuis qu'Israël a évacué ses colons de Gaza il y a quatre ans, beaucoup ont peur qu'il y ait d'autres compromis, et préfèrent adopter une attitude plus radicale et pratique en vue de l'extension des colonies juives en Cisjordanie.

Ils se sont décrits comme une ligne de front dans une lutte plus vaste contre ce qui est à leurs yeux un islam radical, en insistant sur le fait que les colonies aux avant-postes protègent les plus grands blocs de colonies, qui protègent à leur tour Tel-Aviv et Jérusalem, et qui protègent à leur tour le monde occidental.

« Les gens nous présentent volontiers comme des cinglés, » dit Matar. « Mais un jour les Occidentaux vont comprendre. Les musulmans prennent trop de pouvoir. Soyez de notre côté, c'est pour votre bien. Mais vous les mecs, en Europe, vous ne l'êtes pas. Ceux qui maudissent Israël seront maudits ; ceux qui bénissent Israël seront bénis. »

Rory McCarthy,

le 23 août 2009

Traduit de <http://www.guardian.co.uk/world/2009/aug/23/west-bank-israeli-settlements>
<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/cisjordanie-lentement-obstinement-60618>

2-2 Ces Palestiniens qui ne dorment jamais.

Source : AFPS

On parle beaucoup des manifestations de Bil'in, village palestinien empiété par la construction du Mur et harcelé par l'armée israélienne. Mais qu'en est-il de la vie quotidienne de ses habitants ?

Voici le témoignage de Français qui y sont restés une journée et une nuit.

Bil'in est un peu le village symbole de la résistance contre le Mur, même si ce qu'il vit est commun à beaucoup de villages palestiniens. Comme dans plusieurs autres villages, des manifs y ont lieu tous les vendredis pour s'opposer à l'avancée du Mur sous toutes ses formes. En partant pour la manifestation de Bil'in, nous ne pensions pas que le plus fort de la journée ne serait pas cette manifestation. Pourtant, les temps sont chauds à Bil'in, la mort en avril d'un résistant du village abattu dans une des manifs pacifiques, et les arrestations nocturnes récentes dans le village, ont fait progressivement monter la pression. Les internationaux sont appelés à la rescousse.

C'est un petit garçon, Mohammed, qui vient nous chercher à la descente du bus (nous, les membres de la mission civile 154), s'adressant à nous dans un anglais que beaucoup d'entre nous ont à lui envier. Il nous mène chez son père, Iyad, qui est notre hôte.

Il y a particulièrement beaucoup de monde dans la manif d'aujourd'hui, peut-être 400 ou 500 personnes, beaucoup d'internationaux. Des Français notamment, puisque nous y retrouvons un groupe de Génération Palestine, très actifs. Nous rencontrons également Michel Warschawsky, éminent Israélien anticolonialiste né en France, qui nous parle de la perte de vitesse des mouvements anti-colonialistes en Israël et, de façon générale, de la décadence politique dans le pays aujourd'hui sous gouvernement d'extrême-droite.

Nous sommes parés pour la manif : lingettes d'alcool et lunettes de piscine contre les gaz lacrymo (mais le ridicule n'est pas toujours du côté que l'on croit), pancartes "French people against the Wall"... Cela commence par un cortège animé assez proche de nos manifs parisiennes, avec des slogans dans toutes les langues. Puis nous arrivons près du Mur, matérialisé ici par des rouleaux de fils barbelés. Les soldats sont aux aguets à

quelques mètres, en haut de la colline. Prises de parole au porte-voix de Palestiniens et Israéliens anti-colonialistes, puis nous passons à la phase active : les Palestiniens coupent les fils barbelés pour ouvrir un passage. Evidemment, c'est l'acte attendu par les soldats pour commencer à répliquer vraiment. Les grenades lacrymogènes fusent, surtout sur les côtés de la manif d'où de jeunes garçons lancent des pierres à la fronde, mais aussi par dizaines d'un coup sur nous. Mouvement de panique, mais cela ne dure pas trop longtemps. Un autre énorme tank s'approche de nous, c'est un lanceur d'eau puante, une nouvelle arme qui consiste à souiller les manifestants d'une eau fétide dont l'odeur persiste plusieurs jours paraît-il. Les médias sont aux premières loges, blindés de gilet remboursés et de masques à gaz. Finalement cela dure à peine plus d'une heure et nous sommes relativement épargnés, parce que beaucoup d'étrangers. En revenant au centre du village, nous croisons le petit Mohammed inquiet qui cherche son père. Quand il le voit arriver il nous dit avec un grand sourire en le pointant du doigt "C'est mon père, c'est mon père !". Iyad lui caresse la tête et prend tendrement sa petite fille dans ses bras (5 ans environ, habillée comme une poupée). Tous savent que la vie de chacun, et particulièrement d'Iyad, est en danger à tout moment. L'épée de Damoclès qui les menace est terrible, et ça se sent dans le lien fort que les gens ont entre eux.

Le repas qui nous est fait à la maison est délicieux, nous remercierons nos hôtes en achetant de ces productions artisanales que la femme vend, seul revenu de la maison dans ce contexte de guerre.

Avant la tombée de la nuit, deux enfants nous emmènent nous promener dans le village. Une petite balade à la fraîche qui démarre très agréablement. Mais rien n'est jamais normal ici. Les enfants jouent à la guerre avec des armes en plastique, même cette petite fille habillée en robe de princesse rose. Nous passons devant le cimetière et la tombe de leur martyr Bassem, dont nous voyons des images partout dans le village (les Palestiniens publient des affiches pour faire honneur à leurs résistants). En sortant du village, nous entendons dans les maisons la musique d'une fête de mariage, en cueillant des fleurs et nous amusant avec les enfants. Tout cela est bien champêtre, mais dans le crépuscule sur la colline d'en face se dessinent les silhouettes des soldats, de leurs tentes, chars, et tours.

Les enfants nous préviennent que nous ne pouvons pas descendre trop la route (cette route qui se dirige vers le Mur) sinon les soldats viendront les attraper. En effet, quelques mètres plus loin, les enfants s'agitent soudain : une jeep descend vers nous (peut-être alertée par les flashes de nos appareils photo). Nous commençons à faire demi-tour et entendons un tir vers nous. Non, nous ne rêvons pas, c'est bien une grenade lacrymogène qui vient d'être tirée en notre direction, alors que nous sommes sur les terres du village à plusieurs centaines de mètres du Mur ! Les enfants nous pressent "Ya Allah ! Vite, vite, ils vont nous attraper". L'un d'eux, 10 ans environ, nous dit qu'il a déjà été pris deux fois alors qu'il allait chercher je ne sais quelle plante dans ces champs, les soldats lui ont dit que la prochaine fois ils le mettront en prison. Les enfants finissent par fuir en voyant approcher dans les buissons deux soldats qui remontent la colline. Nous sommes éberlués par leur capacité de discernement dans l'obscurité. Mais nous sommes surtout profondément choqués, ce harcèlement, sur des enfants en plus, est inhumain. Ce sont leurs terres !

En repartant de jeunes gens nous interpellent d'un toit, nous montons les rejoindre et l'un d'eux nous montre la petite collection qu'il s'est faite à partir de ce qu'il récolte sur les terrains de la manif : des balles en caoutchouc, d'autres réelles, collées sur des planches pour dessiner une colombe de la paix ou un cœur, une bombe à explosion qu'il a transformée en fleur, une planche qui garde la trace de son sang (il a été touché plusieurs dizaines de fois). Avec gravité et gentillesse, il nous laisse un petit cadeau de la Palestine en partant.

Nous finissons la soirée par une rencontre avec le Comité populaire du village de Bil'in et celui de Nilin, village voisin qui vit les mêmes situations. Ces comités sont organisés comme des associations accueillant toutes les bonnes volontés du village pour organiser la résistance. Ils nous redisent combien notre solidarité les rend plus déterminés encore, dans leur combat pacifiste. Ils nous racontent ce que nous avons déjà entendu tant de fois : les démolitions, les expulsions, les morts (dont Ahmed Moussa, 10 ans, tué par balle dans une manif), les prisonniers (qui quand ils sont relâchés pour manque d'accusation sont sommés de payer quand même les frais de leur arrestations !)... A Nilin ce sont 80 pour cent de leurs terres qui ont été confisquées, et autant de fermiers bafoués dans leur identité, dont certains sont devenus fous. Certains avaient prévu d'aller vivre en Jordanie pour y trouver du travail mais les autres les en ont empêchés, car "c'est exactement ce que les Israéliens recherchent". Une solidarité dans le village s'est donc instaurée pour aider ces gens expropriés à survivre. Ils nous parlent aussi des chiens que les soldats lâchent sur les gens, des bombes assourdissantes envoyées sur le village la nuit pour maintenir la pression. Quelques fois, l'accès à leurs terres est interdit jusqu'à 3 km avant le Mur. Même si des procès ont été gagnés pour le faire reculer, ces décisions de justice ne sont jamais appliquées pour des "raisons budgétaires".

"Nous n'avons pas de réponse à donner à nos enfants quand ils nous demandent pourquoi nous ne pouvons pas aller chez nous".

Iyad nous accueille avec chaleur malgré une fatigue immense qui se lit sur son visage, comme sur celui de sa femme. Il nous explique que les hommes du village, et en particulier ceux qui sont recherchés par l'armée israélienne comme lui, sont obligés de veiller toutes les nuits pour prévenir les incursions de soldats dans le village. La présence d'internationaux est capitale, pour les protéger. C'est la 2e action qu'ils nous confient.

Marianne, activiste d'ISM présente au village depuis plusieurs semaines, nous explique en quoi cela consiste et quelle attitude nous devons adopter devant les soldats le cas échéant, ce qui arrive plusieurs fois par semaine. Nous dormons un petit peu avant qu'Iyad nous réveille. Il nous repartit en 3 groupes, notre mission et d'autres militants internationaux. Nous marchons dans le village tous les 6 en silence. Seules quelques maisons sont éclairées. L'atmosphère est étrange, notre chef de patrouille est vigilant, rassurant et drôle tout à la fois. Il nous

amène d'abord au QG pour charger la vidéo de la manif sur internet. Je fais ma petite contribution personnelle à la résistance en l'aidant à télécharger le bon logiciel. Sur le chemin du village, on regarde les alentours tout en cueillant des figues et du raisin. Bruit de coqs, un âne qui braie... Nous rentrons finalement à l'aube. Le village restera calme cette nuit-là.

2 heures plus tard, nous quittons la maison sur la pointe des pieds. La femme d'Iyad dort habillée sur le canapé, Iyad, lui, doit dormir dans une autre maison. J'ai le cœur très serré, j'aurais aimé les embrasser et leur transmettre ma solidarité profonde. Que ces heures de sommeil leur permettent de s'échapper un peu de leur enfer quotidien.

"Nous croyons que ce Mur tombera un jour mais cela se fera grâce à notre combat non-violent. Il ne tombera pas si nous dormons"

21/08/2009

<http://www.bilin-village.org/francais/articles/temoignages/Ces-Palestiniens-qui-ne-dorment-jamais>

2-3 Daoud Kuttab : Un spectacle singulier à Ramallah (1)

J'ai dû me frotter les yeux pour être sûr que ce que je voyais était bien réel. Le décor : le centre de Ramallah.

L'événement : La Journée internationale de la Jeunesse. Les participants portaient des T-shirts blancs avec des logos à l'avant et à l'arrière, et des chapeaux rouge foncé.

Des Palestiniens de toute la Cisjordanie participaient à l'événement organisé par un réseau d'ONG pour la jeunesse appelé « Nous sommes la Palestine ». Cette année, le thème était : « Nous serons à la hauteur de ce que nous sommes capables de rêver ».

Les activités du jour ont commencé par un carnaval, à partir de la célèbre place Manara jusqu'à l'église orthodoxe en passant à travers les rues de Ramallah.

Toute la journée, les débats ont parlé de drogue et de chômage. Il y a eu un match de basket pour jeunes handicapés et des concerts. Outre la troupe Bailasan et Tagarid, la soirée s'est terminée par deux concerts de rap.

Ce qui m'a surpris n'était pas tant l'événement et l'enthousiasme, ni le nombre de jeunes. Après tout, les Palestiniens âgés de moins de 25 ans forment la majorité de la population en Cisjordanie.

Non, ma grande surprise a été de voir le sponsor de l'événement. Le logo rouge, blanc et noir de l'USAID avec les mots « De la part du peuple américain » était partout, y compris sur le dos des T-shirts des participants.

Le fait que l'USAID parraine un mouvement de jeunesse n'avait rien d'étrange en soi. Mais voir le logo américain partout dans les rues de Ramallah, sur des panneaux et sur le dos d'une mer humaine, était réellement quelque chose à voir.

Il y a quelques années seulement, ces jeunes gens, peut-être bien composés en partie des mêmes, manifestaient sur la même place de Manara à Ramallah contre Israël et les slogans anti-américains étaient la norme pour toute manifestation de jeunes Palestiniens.

Alors, qu'est-ce qui a changé ? Les Palestiniens sont-ils moins politisés ?

Leurs sentiments anti-américains se sont-ils adoucis ?

Je décidai de mener mon propre sondage absolument non-scientifique auprès des centaines de ces jeunes gens réunis à Ramallah. Ma question était simple: Était-il devenu acceptable chez les Palestiniens de porter un chapeau ou en T-shirt qui saluait les Américains ?

Les réponses peuvent se résumer en deux mots : Barack Obama. Le président nouvellement élu a davantage fait pour changer l'image de l'Amérique chez les Palestiniens que n'importe quelle déclaration ou action politique.

Les gens ont été prudents, et fait remarquer qu'ils ne soutenaient pas aveuglément les Etats-Unis. Ils ne croient pas non plus que tout ce que dit Obama sera fait. Mais il était clair que la présence d'un fils d'immigré afro-américain à la Maison-Blanche avait produit son effet sur la psyché des jeunes Palestiniens.

D'autres raisons ont été invoquées. Les jeunes en ont assez de la rhétorique. Aucun de ceux à qui j'ai parlé ne s'est dit moins nationaliste, beaucoup ont dit qu'ils n'étaient pas prêts à attendre indéfiniment un changement politique, et qu'il y a dans la vie bien plus que de suivre un discours politique qui ne finit jamais.

Bien que certains aient exprimé leur déception à l'égard d'une grande partie de la direction palestinienne, d'autres ont eu des mots d'éloge pour l'actuel premier ministre palestinien [Salem Fayyad, ndt cf. interview

<http://www.lapaixmaintenant.org/article1977>] et d'autres encore mettaient

leurs espoirs dans la direction du Fatah nouvellement élue.

J'ignore si mes observations reflètent un changement de mentalité au sein de la jeunesse palestinienne, ou si ce ne sont que des observations isolées, mais une chose est sûre : depuis 20 ans (ou plus), je n'avais jamais vu de symboles américains sans que ceux qui les portent et ceux autour d'eux ne battent un cil.

Un spectacle singulier à Ramallah

Daoud Kuttab : (1)

(1) Daoud Kuttab est journaliste, ancien professeur à l'école de journalisme de l'université de Princeton. Il dirige la radio Al Balad.

Traduction : Gérard pour La Paix Maintenant

2-4 La haine à Jérusalem.

Jéru, non seulement ils vont avoir un tramway superbe, mais ils ont un maire qui est tout un poème...

Démolir des maisons à Jérusalem-est ne viole pas la Feuille de route (maire)

PO-Israël-Jérusalem-Palestiniens-USA LEAD

La démolition de maisons palestiniennes à Jérusalem-est ne viole pas la Feuille de route, un plan de paix international pour le Proche-Orient, a affirmé jeudi le maire de Jérusalem, Nir Barkat.

"Démolir une maison illégale à Jérusalem-est ne contredit pas la Feuille de route", a déclaré M. Barkat, qui a pris ses fonctions en janvier.

"A l'inverse", a-t-il ajouté, "ces nouvelles constructions (palestiniennes) ne respectent pas les termes de la Feuille de route".

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton avait critiqué le 4 mars la décision de la municipalité de Jérusalem d'appliquer des ordres de démolition émis contre des dizaines d'habitations palestiniennes au motif qu'elles avaient été érigées ou agrandies sans permis.

"Ce genre d'activité n'aide pas et ne respecte pas les engagements de la Feuille de route. Nous avons l'intention de soulever la question auprès du gouvernement en Israël et de la municipalité de Jérusalem", avait-t-elle indiqué à la presse à Ramallah en Cisjordanie.

Les ordres de démolition, concernant 88 maisons dans le lotissement dit Al-Boustan du quartier de Silwan, dans la partie de la ville annexée en 1967 par Israël, ont été émis en 2003.

Mi-février, le nouveau maire avait rappelé à leurs habitants qu'il avait l'intention de les appliquer.

La démolition de ce lotissement jetterait à la rue quelque 1.500 personnes, soit l'expulsion la plus importante depuis l'occupation secteur. Considérée comme illégale par la communauté internationale, cette politique est critiquée tant par l'Europe que par les Etats-Unis, principaux alliés d'Israël.

"Je n'exerce pas une politique de démolition pour maintenir une majorité juive à Jérusalem et je n'en changerai pas", s'est encore défendu le maire.

D'ailleurs, a-t-il insisté, "la question des démolitions de maisons ne relève pas de la politique. C'est de la manipulation médiatique palestinienne".

"Le monde soutient ce processus de construction illégal à Jérusalem-est", a regretté le maire en estimant que "les Américains avaient tort" de critiquer Israël sur ce thème.

"J'œuvrerai pour les convaincre qu'ils ont tort", a-t-il ajouté en référence aux propos de Mme Clinton.

Le maire a par ailleurs estimé jeudi que "Jérusalem doit rester unifiée".

"Il n'y pas d'exemple dans le monde d'une capitale coupée en deux qui fonctionne", a-t-il poursuivi en soulignant qu'il respectera "tout accord" que le gouvernement israélien pourrait signer avec les Palestiniens.

Jérusalem, capitale d'un Etat palestinien ? "Non", a-t-il conclu.

PAJU (Palestiniens et Juifs Unis)

No 445, le 21 août 2009

23 avr 2009

(AFP) -

2-5 J'accuse.....

- La Souveraineté de la France, le principe de « Fraternité » sur lequel repose la République et l'attachement de la France à ses Droits de l'Homme, bafoués par la politique extérieure menée par Sarkozy-Kouchner

J'accuse le Pouvoir Français de complicité avec l'Entité Sioniste et d'avoir trahi un des idéaux du Peuple de France : le droit de tout peuple à la résistance face à l'Occupation.

Au sujet de la Palestine

Sarkozy avait récemment émis un souhait auprès des dirigeants de l'Entité Sioniste de voir la peine d'un citoyen français, Salah Hamouri, détenu actuellement et injustement en « Israel », allégée et d'obtenir sa libération.

Les dirigeants sionistes ont tout simplement refusé sa demande.

Depuis, Sarkozy et son ministre dévoué Kouchner, n'ont pas réagi ; pire, ils gardent à ce jour bouches cousues, inertes et surtout incapables de la moindre initiative face à une atteinte aux droits de l'Homme perpétrée contre un des leurs.

J'accuse le Pouvoir Français d'atteinte à la Souveraineté de la France.

La France soutient le siège de Gaza qui frappe 1.500.000 habitants, privant ainsi ces populations du moindre moyen de survie ; de plus, elle soutient la Collaboration Arabe dans toutes ses franges dans sa lutte contre la Résistance du Peuple de Palestine.

J'accuse le Pouvoir Français d'avoir encore trahi cet idéal du Peuple de France : le droit de tout peuple à son autodétermination et à la résistance face à l'Occupation.

Tout récemment, grâce à quelques médias et à la Justice Américaine, une pratique digne d'une pratique néo-nazie fut révélée au monde : l'Entité Sioniste prélève des organes sur les corps de palestiniens tués par son armée, le Tsahal, organes destinés au grand trafic international :

Le corps, une fois charcuté dans le sens du bas du ventre au sommet de l'œsophage en vue de prélever les organes, puis cousu, est rendu cinq jours après à sa famille, systématiquement dans la nuit accompagnée d'une coupure d'électricité !!!

Faut-il couper le courant afin que la famille ne puisse pas découvrir les traces de pillage d'organes pratiqué sur le corps avant son total recouvrement par un linceul, généralement des couleurs de la Résistance ou de celles du drapeau de la Palestine, comme le veut la tradition palestinienne ?

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=12547&type=communiqu&lesujet=Prisonniers>

Kouchner, notre champion des Droits de l'Homme et son Président n'ont fait à ce jour aucune déclaration dénonçant vivement ces pratiques dignes du Néo – Nazisme et n'ont pris aucune décision concrète en vue de porter plainte contre les Autorités Sionistes et leurs trafiquants.

Décidemment, le Pouvoir Français ne se soucie guère des crimes contre l'Humanité quand il s'agit des crimes perpétrés contre le Peuple Palestinien.

J'accuse le Pouvoir Français d'avoir trahi la Lettre des Droits de l'Homme.

24/8

<http://libanresistance.blogspot.com/2009/08/jaccuse.html>

<http://nasr-moqawama.blogspot.com/>

3 Annexe

3-1 Jean Dorna : ANALYSE: Sur la théorie du "choc des civilisations".

Assalamou alaykum,

Ne soyez pas étonnés par ce titre. Il est le reflet de ce qui se passe au Moyen-Orient.

Vous connaissez tous, je pense, si vous êtes habitués à altermonde, ce qu'est la monstrueuse théorie du « choc des civilisations » qui donne, schématiquement ceci : L'élimination programmée du monde musulman, puis du monde asiatique et enfin de l'Europe si celle-ci n'accepte pas l'esclavage imposé par les Etats-Unis. Cette aberration de l'esprit, ce délire « mystique », une mystique liée bien plus à la domination du monde qu'à un quelconque dieu, est en train de s'appliquer, sous nos yeux. Les acteurs du crime sont connus et identifiés...

Côté agresseurs :

Le gouvernement des Etats-Unis, composé de néoconservateurs pour qui la vie des peuples autres qu'américain n'a nulle valeur, composé aussi de sectes protestantes vivant pour et par la haine, un Président falot qui fait ce qu'on lui dit de faire.

Autre caractéristique tragique, ce pays dispose de l'armée la plus puissante, donc la plus potentiellement criminelle.

Point commun : Leur haine et leur mépris du monde musulman en général et arabe en particulier.

Le gouvernement et l'armée d'Israël. Gouvernement et armée sont indissociables, les uns vivent par les autres et vice-versa. Leur point commun ? La haine de l'Arabe, le mépris pour la plupart des autres peuples.

Côté « reste du monde » :

Des gouvernants de très nombreux pays qui, quoi qu'ils pensent, quelle que soit leur volonté de lutter pour la justice, ne peuvent rien faire tant l'Amérique bloque toute possibilité de sagesse et d'intelligence, toute initiative de paix.

Les complices par silence, avec, à la première place l'Europe. A mes yeux, c'est le camp des lâches.

Côté victimes :

Le peuple palestinien, le peuple libanais, le peuple irakien, et le peuple afghan.

Point commun : Ils sont tous à dominante musulmane et les trois premiers sont des peuples arabes. Et puis, il y a les victimes potentielles, déjà désignées : La Syrie et l'Iran, deux pays musulmans encore....

Effets de la propagande américaine

Si l'on est un peu lucide, on se rend compte de l'avancée des thèses racistes anti-musulmanes de l'Etat américain dans le monde. Non seulement, ce gouvernement bloque les initiatives de paix, et suscite la complicité silencieuse de l'Europe, mais sa propagande de haine contre le monde musulman et arabo-musulman atteint nombre de citoyens dans les pays du monde.

C'est très visible en France, et ce fut choquant lors de la finale de la dernière coupe du monde au travers des insultes du joueur italien contre Zidane. Dire que cela n'a rien à voir revient à enfouir sa tête dans le sable pour ne surtout pas voir la réalité.

L'Italie a été gouvernée plusieurs années par Berlusconi, « grand ami » de Bush et de ses « copains » néoconservateurs. .. Donc la haine raciale peut galoper au plus grand plaisir des manipulateurs du « choc des civilisations »..

Ne nous croyons pas supérieurs : Lorsque Sarkozy gouvernera le pays, si les citoyens manquent de lucidité au point de voter pour lui, la même propagande agira. N'a-t-il pas dit, en substance, lors d'un voyage aux USA qu'il se sentait plus chez lui là-bas qu'ici en France ? On sait qu'il vient de recevoir Silvio Berlusconi en privé ; on sait aussi les liens étroits qu'il a bâtis avec les dirigeants israéliens, y compris avec les forces répressives israéliennes. .. Donc...

Tout cela va dans le même sens. Peu de pays européens ont encore une politique indépendante des Américains face aux pays arabo-musulmans. Pour l'essentiel, ils ont adopté la haine de leur « maître étasunien » en se taisant et en laissant se développer, par médias interposés, les thèses racistes.

Quel sens donner à la guerre israélienne contre ses voisins ?

Dans un tel contexte, la guerre que livre Israël contre les Palestiniens n'est évidemment plus qu'un prétexte. Certes, les dirigeants du petit pays escomptent toucher les dividendes de leur complicité avec l'équipe Bush par le vol définitif de l'essentiel du territoire palestinien. C'est évident et c'est le seul lien avec les origines de ce conflit de soixante ans qui martyrise la région. Toutes les excuses officielles fournies par cet Etat ne sont que

poudre aux yeux.

La véritable motivation est ailleurs : Pour les dirigeants américains, ce conflit est une merveille qui permet d'imposer et d'appliquer leur volonté de guerre contre tout le monde arabe, tout le monde musulman. La démente a saisi les dirigeants américains mystico-profiteurs et a toutes les chances de nous entraîner dans une conflagration majeure. S'ils réussissent cette abomination, il n'est pas certain que l'humanité s'en remettra. Le crime qui se prépare, là, déjà, sous nos yeux, par l'attaque simultanée contre le Liban et contre Gaza, sera à la hauteur, voire pire, que les abominations de la seconde guerre mondiale. C'est à un génocide qu'il faut nous préparer !

Peuvent sourire ceux qui veulent sourire. Qu'ils constatent simplement tout ce qui est déjà en place et tout ce qui se met en place :

Deux agresseurs majeurs, Etats-Unis et Israël, dotés d'armes de destruction massives qu'ils adaptent pour pouvoir les utiliser et sembler moins criminels ;

Une communauté internationale démunie pour certains et lâches pour les autres ;

L'ennemi désigné, le monde arabo-musulman et les musulmans en général.

Tout le scénario est en place, tragiquement en place !

Face à cela, il ne faut vraiment pas avoir peur d'être accusés d'antisémitisme. Le ridicule couvre ceux qui l'utilisent pour tout et n'importe quoi. Ce qui est important, si nos gouvernants sont complices et lâches, c'est que nous, nous n'avons pas le droit de nous taire ! C'est un devoir humain de montrer ce que nous savons, de dire ce que nous avons compris, de mettre en évidence ce qui peut l'être.

Je ne pourrais rien faire pour arrêter la monstrueuse machine des crimes contre l'humanité à venir, mais je ne serai pas complice ! Ceci, chacun de nous peut le faire, doit le faire !

C'est la démarche qui me motive et qui justifie à la fois la publication régulière d'articles concernant la Palestine et cette journée spéciale Moyen-Orient sur altermonde..

Vous découvrirez une série d'articles, plusieurs venant de citoyens juifs israéliens. Ces témoignages sont essentiels. Ne les méprisez pas et comprenez ce qui se joue, ce qui se met en place. Comprenez qu'il n'y a nul antisémitisme dans cette démarche, tout au contraire. Si Israël, l'Etat et l'armée, poursuit dans cette voie, je suis convaincu qu'au final, ce sont tous les citoyens israéliens qui le paieront et connaîtront, une fois de plus, un drame abominable. Et de cela, je ne me réjouis pas plus que des souffrances palestiniennes.

Il y a une seule perdante dans l'abomination du « choc des civilisations » : Elle se nomme « famille humaine » au-delà des ethnies, des cultures, des religions... Chaque vie est unique et précieuse !

Auteur : Jean Dorna

Sources : <http://www.altermonde-sans-frontiere.com/spip.php?article1358>

3-2 Nouvelles des prisonnières palestiniennes.

26-08

Il y a, à présent, environ 60 prisonnières politiques dans les prisons israéliennes: environ 35 dans la Prison de Hasharon (Tel Mond), environ 21 dans la Prison de Damoon (Montagne du Carmel), et le reste dans quelques centres de détention.

Travaux manuels

À présent, les autorités des prisons refusent de permettre aux familles des prisonnières de leur donner le matériel pour faire les travaux. Les autorités de la Prison de Hasharon refusent aux prisonnières politiques de donner à leurs familles les travaux manuels qu'elles ont faits.

Chaussures

Depuis plus de huit mois, les autorités de la prison défendent aux familles des prisonnières politiques de leur apporter des chaussures. Dès lors, les prisonnières doivent acheter les chaussures aux cantines des prisons. Dans la Prison de Damoon il n'y a pas de chaussures appropriées, et dans la Prison de Hasharon le prix des chaussures est beaucoup plus élevé qu'en Cisjordanie.

Prison de Hasharon (Tel Mond)

Les conditions dans les cellules

Le système d'égout n'est pas approprié, et dans quelques cellules les eaux d'égout débordent.

Les cellules sont infestées de vermine.

Il fait très chaud dans les cellules, et il n'y a pas assez de ventilateurs.

Fatmah elZuq, de Gaza, une mère de 9 enfants, a été arrêtée le 20 mai 2007. Son bébé Yousef, âgé de 19 mois, vit avec elle depuis sa naissance. Il y a plus de deux mois, les autorités de la prison lui ont défendu d'avoir son bébé près d'elle lors de ses rencontres avec les avocats. Le résultat en est qu'elle ne peut pas rencontrer ses avocats. L'avocate de WOFPP, Taghreed Jahashan, a demandé d'annuler cette décision et a écrit une lettre au commandant de la Prison de Hasharon:

".....Les prisonnières ne sont pas capables de s'occuper du bébé de Fatmah quand celle-ci s'absente pour rencontrer ses avocats . Puisqu'elle ne peut pas laisser son bébé seul, le droit de Fatmah de voir ses avocats est bafoué. Le droit de voir un avocat est un droit fondamental des prisonniers. En plus, il assure que d'autres droits des prisonniers sont respectés. Il fonctionne aussi comme critique externe au sujet des conditions en prison. La défense de rencontrer des avocats empêchent les prisonniers de soumettre des pétitions lors de violations de

leurs droits. Tout ceci est encore plus important quand il s'agit d'une prisonnière dont le bébé vit avec elle en prison. Le bébé est plus vulnérable que toute autre personne. Donc, il est absolument urgent de respecter le droit de la mère d'un bébé de rencontrer ses avocats et de pouvoir faire appel aux autorités judiciaires.- Fatmah elZuq vient de Gaza, sa famille ne peut donc pas lui rendre visite, et elle n'a aucun contact avec une personne à l'extérieur. Récemment, les autorités de la prison lui ont permis de téléphoner à sa famille, mais cela ne résout pas ses problèmes.

En considération de toutes ces données, je demande de permettre à la prisonnière d'avoir son bébé près d'elle lors des rencontres avec ses avocats...."

Le commandant de la prison a négligé tous les arguments mentionnés dans la lettre et a répondu à l'avocate de WOFPP que la chambre où les prisonnières rencontrent les avocats est très petite, et de tels endroits ne conviennent pas aux bébés.

Taghreed a répété sa requête demandant d'annuler cette décision et a écrit dans une autre lettre:

".....J'ai souvent rencontré Fatmah elZuq avec son bébé, et il n'y a jamais eu de problèmes. Quand le bébé était fatigué, les rencontres ont été abrégées. La chambre de rencontres dans la Prison de Hasharon est même plus grande que dans d'autres prisons. La décision concernant le bien-être d'un bébé doit être celle de sa mère, et il est raisonnable d'accepter une telle décision...."

Le commandant de la prison lui a dit que la décision ne sera pas changée. Le 16 août, l'avocate de WOFPP, Taghreed Jahashan, a appelé de cette décision à la Cour Régionale de Tel Aviv.

Suite à cette activité légale, les autorités de la prison permettent à Fatmah elZuq de prendre son bébé avec elle quand elle rencontre ses avocats.

Les autorités de la prison continuent à refuser de faire entrer à la prison des jouets pour le bébé de Fatmah, et elles ne fournissent pas de nourriture appropriée à l'âge du bébé.

Des femmes en détention administrative

Majda Fadda, une détenue administrative de Naplouse, membre du Conseil Municipal, a été arrêtée le 5 août 2008. Les autorités israéliennes ont prolongé sa détention administrative de quatre mois additionnels.

Siham elHih, une détenue administrative, âgée de 20 ans, de Surif, district de Hébron, a été arrêtée en mars 2009. Le 24 juin 2009, les autorités israéliennes ont prolongé sa détention administrative de trois mois additionnels.

Rajaa elGhul, une détenue administrative, âgée de 39 ans, du Camp de Réfugiés de Jénine, a été arrêtée le 31 mars 2009. Elle souffre d'une maladie du cœur; jusqu'à présent, elle n'a pas reçu de traitement approprié.

Condamnation

Kifah 'Afana, de Naplouse, âgée de 22 ans, a été arrêtée le 3 janvier 2009. Le 2 juillet, elle a été condamnée à 18 mois d'emprisonnement.

Nouvelles prisonnières

'Abeer Odah, de Tulkarem, une ancienne prisonnière, a été arrêtée le 9 juillet 2009.

'Aysha 'Abayat, de Bethlehem, une ancienne prisonnière, a été arrêtée le 13 août 2009.

Mises en liberté

Asmaa Batran, de Hébron, âgée de 19 ans, a été arrêtée le 13 janvier 2008 et mise en liberté le 9 août 2009.

Su'ad Azrikat, âgée de 22 ans, du district de Hébron, a été arrêtée le 8 avril 2008 et mise en liberté le 7 juillet 2009.

Samah Samada, âgée de 15 ans, du Camp de Réfugiés de Zelajun, arrêtée le 2 décembre 2008, a été mise en liberté le 27 juillet 2009.

'Abeer Daghara, une mère de deux enfants, âgée de 30 ans, de Kufur 'Ein, district de Ramallah, a été arrêtée le 11 mars 2009 et mise en liberté le 16 juillet 2009..

Prison de Damoon (Montagne du Carmel)

Les conditions dans les cellules

Il fait très chaud dans les cellules, et il n'y a que deux ventilateurs fixés au mur. Les autorités de la prison ne permettent pas aux prisonnières d'acheter d'autres ventilateurs. Les cellules sont infestées de vermine.

Lettres

Les prisonnières reçoivent des lettres de l'étranger, mais elle ne peuvent envoyer des réponses parce qu'il n'y a pas de timbres à la cantine de la prison.

Linan Abu Ghalameh, de Bet Furiq, district de Naplouse, a été arrêtée le 9 septembre 2004. Les autorités de la prison continuent à refuser sa requête demandant de rencontrer son frère, un prisonnier politique incarcéré dans une prison israélienne. Ses autres frères ne sont pas autorisés à lui rendre visite.

Condamnations

Jihad Abu Turki, âgée de 15 ½ ans, de Hébron, a été arrêtée le 25 février 2009. En août 2009, elle a été transférée de la Prison de Hasharon à la Prison de Damoon. Le 13 juillet 2009, elle a été condamnée à 15 mois

d'emprisonnement.

Rima Abu 'Aysha, âgée de 22 ans, du district de Naplouse, a été arrêtée le 12 février 2009. Le 20 juillet 2009, elle a été condamnée à 9 mois d'emprisonnement.

Nouvelle prisonnière

Najua Abed elGhani, âgée de 33 ans, de Sida, district de Tulkarem, a été arrêtée le 21 juillet 2009 et a été détenue au Centre de Détention de Kishon (Jalameh). Elle y a été soumise aux interrogatoires et détenue dans des conditions très rigides: la cellule était très étroite et sale, sans fenêtres, la lumière était allumée jour et nuit, et la nourriture qu'elle a reçue était dégoûtante. En août, elle a été transférée à la Prison de Damoon.

Mises en liberté

Sanaa 'Amru, de Dura, district de Hébron, arrêtée le 6 octobre 2002, a été mise en liberté le 23 juin 2009.

Khulud Mansur, âgée de 23 ans, de Kufur Qalil, a été arrêtée le 17 février 2005 et mise en liberté le 18 juillet 2009.

Shireen Swidan, de Qalquilya, a été arrêtée le 7 juin 2006 et mise en liberté le 19 juillet 2009.

Centre de Détention de Petah Tikva

Leila Taha, âgée de 24 ans, de Kafr Kana, Galilée, a été arrêtée le 17 août 2009. Elle n'est pas autorisée à voir un avocat.

Centre de Détention de Kishon (Jalameh)

Nasreen Abu Zina, âgée de 25 ans, de Tulkarem, une ancienne prisonnière, a été arrêtée le 18 août 2009, emmenée à la Prison de Hasharon et, le 19 août, transférée au Centre de Détention de Kishon (Jalameh). Elle est soumise aux interrogatoires et est détenue en isolement dans des conditions très rigides: la cellule est très sale, il n'y a pas de fenêtres, il y fait très froid à cause de la climatisation, la lumière est allumée jour et nuit. Elle n'a pas ses vêtements que les autorités de la prison lui ont pris, et ne porte que les vêtements de la prison.

<http://nasr-moqawama.blogspot.com/2009/08/nouvelles-des-prisonnieres.html>

<http://nasr-moqawama.blogspot.com/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19